

DECRET N° 2007-569/PRES/PM/MPF du 24 septembre 2007(JO N°40 DU 04 OCTOBRE 2007)

DECRET N° 2007-569/PRES/PM/MPF du 24 septembre 2007 portant adoption du plan d'action 2006-2010 pour la promotion de la femme au Burkina Faso.

**LE PRESIDENT DU FASO,
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,**

VU la Constitution ;

VU le décret n° 2006-002/PRES du 05 janvier 2006 portant nomination du Premier Ministre ;

VU le décret n° 2006-003/PRES/PM du 06 janvier 2006 portant composition du Gouvernement du Burkina Faso ;

VU le décret n° 2002-255/PRES/PM du 18 juillet 2002 portant attributions des membres du Gouvernement ;

VU le décret n° 2002-413/PRES/PM/MPF du 10 octobre 2002 portant organisation du ministère de la promotion de la femme ;

VU le décret n° 2004-486/PRES/PM/MPF du 10 novembre 2004 portant adoption du document de politique nationale de promotion de la femme ;

Sur proposition du Ministre de la promotion de la femme ;

LE Conseil des Ministres entendu en sa séance du 12 avril 2006 ;

D E C R E T E

ARTICLE 1 : Est adopté le plan d'action 2006-2010 pour la promotion de la femme au Burkina Faso.

-

ARTICLE 2 : Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires.

-

-

-

-

-

ARTICLE 3 : Le Ministre de la promotion de la femme, le Ministre des finances et du budget et le Ministre de l'économie et du développement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le 24 septembre 2007

Blaise COMPAORE

-

Le Premier Ministre

Paramanga Ernest YONLI

Le Ministre des finances et du budget

Jean-Baptiste Marie Pascal COMPAORE

Le Ministre de la promotion de la femme

Mariam Marie Gisèle GUIGMA

-

Le Ministre de l'économie et du développement

Seydou BOUDA

PLAN D'ACTION

POUR LA PROMOTION DE LA FEMME

2006-2010

LISTE DES ABREVIATIONS

ARV : Anti retro viraux

BACB : Banque agricole et commerciale du Burkina

CADHP : Charte africaine des droits de l'homme et des peuples

CAPEO/Canada : Cellule d'appui à la petite entreprise de Ouagadougou

CEDEF : Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

CIEFFA : Centre international pour l'éducation des filles et des femmes en Afrique

CIFRAF : Centre d'information, de formation et de recherche action sur la femme

CNCA : Caisse nationale de crédit agricole

CNLPE : Commission nationale de lutte contre la pratique de l'excision

COA/FEB : Coordination des ONG et associations/ femmes du Burkina

CONALDIS : Comité national de lutte contre les discriminations faites aux femmes

CONAPAF : Commission nationale de suivi de la mise en oeuvre des stratégies nationales et du plan d'actions pour le renforcement du rôle des femmes dans le processus de développement

CPAF : Centre permanent d'alphabétisation et de formation

CPF : Code des personnes et de la famille

CREDO : Christian relief and development organisation

CSLP : Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté

CSMI : Centre de santé maternelle et infantile

CSPS : Centre de santé et de promotion sociale

DGEP : Direction générale de l'économie et de la planification

DHD : Développement humain durable

DOS : Document d'orientation stratégique

DR/MPF : Direction Régionale/ ministère de la Promotion de la femme

EDS : Enquête démographique et de santé

EIM : Enquêtes à indications multiples

EPT : Education pour tous

ES/CEBNF : Ecole satellite et centre d'éducation de base non formelle

FAAGRA	: Fonds d'appui aux activités génératrices de revenus des agricultrices.
FAARF	: Fonds d'appui aux activités rémunératrices des femmes
FAPE	: Fonds d'appui à la promotion de l'emploi
FASI	: Fonds d'appui au secteur informel
FEMSA	: Projet éducation des femmes et des jeunes filles en mathématiques et sciences en Afrique
FIPE	: Fonds d'intervention pour l'emploi
FONAPE	: Fonds national pour la promotion de l'emploi
GRIL	: Groupe de recherche sur les initiatives locales
IFD	: Intégration de la femme au développement
IMFR	: Institution de micro finance rurale
IUTS	: Impôt unique sur les traitements et salaires
LIPDHD	: Lettre d'intention de politique de développement humain durable
LPDA	: Lettre de politique de développement agricole
LPDRD	: Lettre de politique de développement rural décentralisé
MEBA	: Ministère de l'enseignement de base et de l'alphabétisation
MESSRS	: Ministère des enseignements secondaire, supérieur et de la recherche scientifique
MGF	: Mutilations génitales féminines
MPF	: Ministère de la Promotion de la femme
OBC	: Organisation à base communautaire
OIT	: Organisation internationale du travail
OMD	: Objectifs du millénaire pour le développement
OMS	: Organisation mondiale de la santé
ONG	: Organisation non gouvernementale
ONU	: Organisation des nations unies

OPAF	: Organisation paysanne féminine
PAN/LCD	: Programme d'action nationale de lutte contre la désertification
PAP	: Programme d'actions en matière de population
PAPME	: Projet d'appui aux petites et moyennes entreprises
PAS	: Programme d'ajustement structurel
PCIME	: Prise en charge intégrée des maladies de l'enfant
PDDEB	: Plan décennal de développement de l'éducation de base
PIB	: Produit intérieur brut
PNAAR – TD	: Programme national d'appui à la réinsertion des travailleurs déflatés
PNBG	: Politique nationale de bonne gouvernance
PNP	: Politique nationale de la population
PNPF	: Politique nationale de promotion de la femme
PNUD	: Programme des nations unies pour le développement
PPTE	: Pays pauvre très endetté
PRODIA/Belgique	: Promotion du développement industriel, artisanal et agricole
PSO	: Plan stratégique opérationnel
PTF	: Partenaires techniques et financiers
PTME	: Prévention de la transmission du VIH Mère-Enfant
PVVIH	: Personne vivant avec le virus de l'Immuno déficience humaine
RAF	: Réorganisation agraire et foncière
RCPB	: Réseau des caisses populaires du Burkina
RECIF/ONG/ BF	: Réseau de communication, d'information et de formation des femmes dans les ONG au Burkina Faso
RGPH	: Recensement général de la population et de l'habitat

INTRODUCTION GENERALE

La contribution des femmes à l'économie nationale est reconnue à tous les niveaux même si cette présence ne traduit pas une appropriation égalitaire de l'accès aux ressources, aux emplois et aux moyens de production. Avec une population constituée à près de 52% de femmes, le Burkina Faso est conscient de cette situation et aussi du fait qu'aucune politique de développement humain durable ne peut produire les résultats escomptés sans une véritable promotion de la femme, et sa réelle implication dans le processus de développement et à la prise de décision.

C'est pourquoi depuis plusieurs années, les autorités s'attèlent à créer les conditions optimales pour une meilleure participation, une implication équilibrée de la femme et de l'homme au processus de développement et aussi pour une jouissance équitable des fruits de la croissance.

C'est ainsi que d'importants efforts ont été faits dans la mise en œuvre de certaines stratégies pour le renforcement du rôle de la femme dans le processus de développement avec notamment le plan d'action 1991-1995 pour le renforcement du rôle des femmes dans le processus de développement. En outre, le Burkina Faso a accordé une place primordiale aux recommandations de la 4^{ème} conférence mondiale sur les femmes tenue à Beijing en 1995.

Le 10 juin 1997, l'engagement politique des autorités en faveur de la promotion de la femme s'est renforcé par la création d'un Ministère de la promotion de la femme (MPF) avec pour missions de :

- œuvrer pour la promotion socio-économique de la femme ;
- coordonner et d'impulser des actions en faveur de la femme et ce, en relation avec les autres départements ministériels.

Pour ce faire, le Ministère de la promotion de la femme s'est doté dès 1998 d'un plan d'action triennal (1998-2000), adopté en février 1999 par le gouvernement. Ce plan d'action 1998-2000 a retenu dix (10) des douze (12) domaines critiques de la plate forme d'action de Beijing, notamment : (i) la lutte contre la pauvreté ; (ii) l'accès au pouvoir de décision ; (iii) l'accès à l'éducation ; (iv) la promotion et la protection des droits fondamentaux des femmes ; (v) la lutte contre les discriminations, l'atteinte des droits de la fillette ; (vi) la lutte contre les violences faites aux femmes ; (vii) l'accès aux soins de santé ; (viii) femme et environnement (la prise

en compte des femmes dans les questions relatives à l'environnement) ; (ix) femme et média (la restauration de l'image des femmes dans les média et leur accès aux technologies de l'information et de la communication) ; et (x) les mécanismes institutionnels (le renforcement des mécanismes institutionnels chargés de la promotion de la femme).

Ces domaines ont été regroupés dans six (6) grands programmes prioritaires pour former l'ossature dudit plan d'action :

- l'amélioration des revenus et des conditions de travail des femmes ;
- le développement des capacités humaines féminines ;
- la promotion des droits fondamentaux de la femme et de la petite fille ;
- le renforcement du rôle de la femme dans la gestion de l'environnement et du cadre de vie ;
- la réduction des inégalités dont sont victimes les femmes ;
- le renforcement du mécanisme institutionnel de promotion de la femme.

L'évaluation, en avril 2002, du premier plan d'action a révélé, certes des atouts mais également des insuffisances qu'il était urgent de corriger. C'est pourquoi le second plan qui a pris en compte les enseignements tirés du premier s'est vu un cadre de référence permettant à chaque acteur (gouvernement, partenaires techniques et financiers, société civile, etc.) de traduire dans les faits les divers engagements pris à différents niveaux en faveur de la promotion de la femme.

Avec l'adoption de la Politique nationale de promotion de la femme (PNPF) le 29 septembre 2004, intervenue après l'élaboration des deux plans d'actions, le troisième plan couvrant la période 2006-2010 réaffirme les efforts du gouvernement à travers les programmes et stratégies élaborés et mis en œuvre, pour relever les défis liés à la situation des femmes.

Au regard de toutes ces considérations, l'objectif majeur du présent plan d'action est d'accroître l'implication effective des femmes dans toutes les questions de développement telles que définies dans les documents de référence ci-après :

- la Lettre d'intention de politique de développement humain durable (LIPDHD) ;
- le Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP) ;
- la Politique nationale de bonne gouvernance (PNBG) ;

- les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) ;
- le progrès continu pour une société d'espérance de son Excellence, Monsieur le Président du Faso;
- la déclaration de politique générale de son Excellence, Monsieur le Premier Ministre.

Contexte et justification

1. Caractéristiques naturelles et socio-démographiques

Pays sahélien enclavé situé à environ 1000 km des côtes maritimes, le Burkina Faso couvre une superficie d'environ 274.000 km². Il se caractérise par des conditions naturelles très austères (une pluviométrie capricieuse, des sols fragiles et pauvres, un environnement soumis à une dégradation progressive).

Cette adversité naturelle constitue un obstacle majeur à la production agricole qui demeure la principale activité économique du pays et occupe plus de 80 % de la population totale active.

Outre ces difficultés naturelles, le Burkina Faso compte une population relativement jeune et en pleine expansion. Selon les résultats du Recensement général de la population et de l'habitation (RGPH) de décembre 1996, le Burkina Faso comptait 11,4 millions d'habitants contre 7,7 millions en 1985, soit un rythme d'accroissement moyen annuel malgré tout élevé de 2,38 %, du fait de la baisse continue de la mortalité générale et du maintien du niveau élevé de fécondité. A cette allure la population totale atteindra 16,1 millions en 2015 et doublera au moins en 2025. Les femmes sont majoritaires avec 52 % de la population totale. Leurs conditions socio sanitaires connaissent une amélioration sensible. Toutefois, la mortalité maternelle demeure élevée 484 pour 100.000 naissances vivantes due au nombre élevé de grossesses non suivies, aux

accouchements non assistés et complications y relatives.

Les migrations jouent un rôle important dans la démographie du pays. Elles affectent directement la répartition de la population à l'intérieur du territoire national. L'émigration touche beaucoup plus les hommes obligeant de nombreuses femmes à devenir chef de famille.

2. Evolution récente de la situation de la femme

Au Burkina Faso, la situation sociale, économique, politique et culturelle reste encore marquée par des inégalités hommes/femmes au détriment des femmes. Les femmes sont en effet défavorisées par rapport aux hommes du fait de la persistance des pesanteurs.

2.1 Le statut social

La loi fondamentale consacre l'égalité homme-femme et les textes juridiques existants en font la promotion. Malgré tout on observe encore la prééminence des règles et pratiques coutumières dans la vie de la femme burkinabé. La femme reste encore sous tutelle de l'homme. Gardiennes des valeurs, les femmes contribuent par l'éducation familiale traditionnelle à perpétuer certaines de ces conceptions et pesanteurs sociales qui leur sont défavorables. Toute chose qui entame leur confiance intrinsèque et est préjudiciable à leur auto-responsabilisation face aux exigences de la société moderne et aux défis du développement.

■ ***Au niveau juridique*** : il existe des cadres appropriés, au niveau international, régional et national favorables à l'épanouissement de la femme tels que la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard de la femme (CEDEF), la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples et son protocole additionnel, le Code des personnes et de la famille (CPF), la réorganisation agraire et foncière (RAF). Toutefois, l'on relève des insuffisances et des inégalités dans l'application de ces cadres juridiques du fait du niveau élevé de l'analphabétisme et du déficit d'information sur certaines pratiques telles que les violences faites aux femmes, le viol conjugal, le bannissement pour fait de sorcellerie et le harcèlement sexuel. Aujourd'hui encore l'administration attribue de façon systématique l'allocation familiale au père et procède au calcul de l'IUTS à zéro pour la femme salariée.

■ ***Au niveau de la participation à la vie publique et politique*** : en dépit des efforts entrepris à différents niveaux, la femme participe peu au débat public concernant les affaires de la cité. L'accès des femmes aux postes de responsabilité reste faible. La politique demeure marginale malgré leur participation massive aux consultations électorales. Les listes électorales des différents partis politiques illustrent à dessin cette inégalité. Ainsi, sur 111 députés élus en 2002, on dénombre 13 femmes et sur 57 maires de communes et d'arrondissements, les femmes ne sont qu'au nombre de 3.

2.2 Le statut socioéconomique

- ***Dans le domaine de l'éducation*** : le taux brut de scolarisation dans l'enseignement primaire est de 46,2 % en 2003-2004 pour les filles contre 58,1 % pour les garçons (DEP/MEBA, 2005). Au niveau de l'enseignement secondaire, il est de 10,38 % pour les filles contre 15,7 % pour les garçons en 2002-2003. Ce taux est encore plus bas au niveau du supérieur où il est seulement de 1,2 % pour les filles contre 3,4 % pour les garçons. Les taux d'alphabétisation des adultes ne sont guère meilleurs. En effet, le niveau de l'alphabétisation des adultes est de 12,5 % pour les femmes contre 29,4 % pour les hommes (INSD, 2003).
- ***Dans le domaine de la santé*** : les statistiques sont suffisamment révélatrices des efforts à consentir. Le taux de mortalité maternelle était de 484 pour 100.000 naissances vivantes en 1998-1999 et celui de la couverture obstétricale de 54,08 % en 2002. Les méthodes contraceptives restent encore mal connues et peu utilisées par la plupart des femmes en zones rurales (taux de prévalence contraceptive de 14,48 % en 2003 (EDS, 2003) au niveau national avec des disparités selon les régions). Les IST et le VIH/SIDA affectent davantage les femmes que les hommes parce qu'elles sont victimes de certaines pratiques comme le mariage précoce ou forcé, l'excision, le lévirat, la polygamie, favorables à la transmission du VIH, et l'impossibilité pour de nombreuses femmes d'exiger le port du préservatif à leurs partenaires, etc.

Dans le domaine de la formation, du travail et de l'emploi : les femmes se retrouvent en majorité dans les secteurs agricoles, insuffisantes et très peu dans les secteurs modernes. En effet à diplôme et niveau égaux, certains employeurs hésitent à recruter des femmes à cause des risques d'absences plus fréquentes pour congés de maternité, de maladies d'enfants et de sollicitations sociales diverses. Elles font très peu partie des bénéficiaires de la formation et la qualification professionnelle compte tenu de leur faible niveau de scolarisation et d'alphabétisation.

Dans le domaine économique : les femmes sont plus exposées au phénomène de la pauvreté. Les résultats de l'enquête sur les conditions de vie des ménages réalisée en 2003 montrent que 51 % de la population considérée comme extrêmement pauvre sont des femmes. Réputée jouant un rôle déterminant dans l'économie nationale, la femme a un accès limité aux facteurs de production tels que la terre, le crédit, les intrants, les équipements, la formation technique, etc. L'état actuel des statistiques ne permet pas de mettre en évidence la réelle contribution de la femme dans les différents secteurs économiques.

2.3 L'accès aux technologies de l'information et de la communication (TIC)

Au Burkina Faso, un effort a été fourni pour la couverture hertzienne du pays par la création de radios rurales

et communautaires et d'émissions en langues nationales mais, l'accès des femmes à l'information reste limité. Les informations parviennent aux femmes surtout par les canaux de communication traditionnels et de proximité tels que les réunions, les séances de sensibilisation ainsi que les rencontres pendant les jours de marchés. Cependant, les TIC demeurent de nos jours un outil de développement incontournable auquel les femmes doivent avoir accès.

2.4 Le problème institutionnel

Malgré de nombreuses initiatives développées depuis quelques années, des facteurs limitant le dispositif institutionnel de promotion de la femme persistent à savoir :

- l'insuffisance et la disponibilité des ressources (financières, matérielles, humaines, et logistiques) nécessaires à la mise en œuvre des programmes spécifiques en faveur des femmes ;
- l'inefficacité des cadres de concertation ;
- l'absence d'une véritable stratégie de communication sur la promotion de la femme.

3. Justification

Le Gouvernement burkinabé en adoptant en septembre 2004 une politique nationale de promotion de la femme, a voulu mettre à la disposition des acteurs (public, privé, partenaires techniques et financiers, OSC) un cadre de référence en la matière. Cette politique qui clarifie les préoccupations de renforcement du rôle de la femme dans le processus de développement telles qu'énoncées dans le cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP), sera mise en œuvre à travers les plans d'actions successifs.

La finalité du plan d'actions est d'une part, de mieux organiser les différentes interventions et de créer la synergie entre elles et d'autre part, de rendre plus visibles les actions publiques concourant à l'amélioration du statut socio-économique et juridico-politique de la femme.

Le présent plan d'action pour la promotion de la femme pour la période 2006 – 2010 et dont le processus d'élaboration s'est voulu participatif,

- i) rappelle les grandes orientations de la politique nationale de promotion de la femme ;
- ii) se fixe des objectifs spécifiques pour la période 2006 – 2010 ;
- iii) énonce un certain nombre de principes directeurs ;
- iv) définit les actions prioritaires pour la période 2006 – 2010 ainsi que la stratégie de mise en œuvre ;

- v) définit les modalités de financement de ces actions ;
- vi) décrit la stratégie de suivi et d'évaluation du plan d'actions ;
- vii) énonce les conditions de succès.

I. RAPPEL DES GRANDES ORIENTATIONS ET OBJECTIFS STRATEGIQUES DE LA POLITIQUE NATIONALE DE PROMOTION DE LA FEMME.

1. Grandes orientations

L'image de la femme telle que décrite dans l'étude prospective « Burkina 20/25 » est celle d'une femme jouissant des mêmes droits fondamentaux humains que l'homme et bénéficiant pleinement de ce statut. C'est aussi celle d'une femme bénéficiant d'une couverture sanitaire élevée, d'une espérance de vie plus longue et ayant accès à la scolarisation. En résumé, la femme burkinabé du futur vivrait dans un environnement social de paix, de solidarité, un milieu social débarrassé de toute forme de discrimination et d'exclusion.

Dans le cadre de l'opérationnalisation d'une telle vision, la finalité de la politique nationale de promotion de la femme est de renforcer la participation de la femme au développement socio-économique, politique et culturel du pays ainsi que la jouissance de tous ses droits.

-

2. Objectifs stratégiques

La politique nationale de promotion de la femme poursuit six (6) objectifs stratégiques :

- 1°) Améliorer et stabiliser le statut social et juridique de la femme ;
- 2°) Promouvoir l'accès des femmes aux sphères de décision ;
- 3°) Promouvoir l'éducation et renforcer les capacités et l'expertise féminine ;
- 4°) Promouvoir la santé de la mère et de l'enfant ;
- 5°) Réduire la pauvreté des femmes ;

6°) Renforcer le cadre et les mécanismes institutionnels de promotion de la femme.

La réalisation de ces objectifs impliquera la mise en œuvre de plans d'actions successifs dont ils constitueront les points d'articulation des différents programmes prioritaires. Pour la période 2006 – 2010 chaque programme poursuivra des objectifs spécifiques.

II. PRINCIPES DIRECTEURS

La mise en œuvre du présent plan d'action sera sous tendue par cinq principes directeurs qui sont :

- la complémentarité et la synergie d'actions ;
- la gestion axée sur les résultats ;
- la décentralisation ;
- le renforcement des capacités des acteurs ;
- l'habilitation et la responsabilisation des bénéficiaires ;
- la dimension socioculturelle de la promotion de la femme.

1. Complémentarité et synergie d'action

La promotion de la femme est une question transversale qui ne peut trouver réponse dans le cadre d'un plan d'action quelque soit son exhaustivité. Elle requiert une démarche holistique. Aussi le présent plan d'action se veut complémentaire des autres plans d'action sectoriels et thématiques. Il privilégiera la cohérence des interventions pour une plus grande synergie et un maximum d'impact.

2. Gestion axée sur les résultats

Au titre des principales faiblesses qui ont freiné les actions de promotion de la femme, se tient en bonne place l'insuffisance des ressources. Aussi, l'accent sera – t-il mis sur l'utilisation judicieuse des ressources fondée sur l'effectivité des résultats ce qui suppose l'amélioration de la capacité d'absorption des différentes administrations grâce à une bonne maîtrise des diverses procédures et la réalisation de gain de productivité.

3. Décentralisation

Avec la communalisation intégrale, le Burkina Faso vient de parachever son armature institutionnelle de la décentralisation. Cette communalisation élargit les opportunités de participation des populations à la base notamment celle des femmes à la gestion de leur cité. Elle est une perche tendue aux femmes pour faire valoir leurs préoccupations et veiller à leur éligibilité dans les plans communaux et régionaux.

L'efficacité et le succès du plan d'action pour la promotion de la femme dépendent pour une large part de la prise en compte d'une telle réalité.

4. Renforcement des capacités des acteurs

Le succès limité dans la mise en œuvre des plans d'action antérieurs, est attribuable à la faible capacité des acteurs à concevoir, formuler et suivre la mise en œuvre des projets et programmes. Le renforcement des capacités de ces acteurs doit être une composante essentielle des différentes interventions de l'actuel plan d'action et partant des plans à venir.

5. Habilitation et responsabilisation des bénéficiaires

Les actions de promotion de la femme doivent de plus en plus bannir l'assistanat pour s'inscrire dans une véritable perspective d'élargissement des opportunités d'activités

génératrices de revenus pour les femmes. Il s'agit de favoriser véritablement l'accès des femmes aux facteurs et aux ressources, seule condition pour assurer leur habilitation et autonomisation. La responsabilisation de la femme est un critère d'émancipation. En effet, la femme a besoin d'être autonome, gestionnaire et comptable des actes qu'elle pose.

6. Dimension socioculturelle de la promotion de la femme

Les succès limités de certaines stratégies de développement, en particulier celles de promotion de la femme s'expliquent par la faible référence aux enseignements de l'histoire du développement et aux valeurs culturelles. Un changement conscient en faveur de la promotion de la femme requiert une rupture par rapport aux habitudes acquises et faciles qui privilégie un développement exogène basé sur des modèles importés en faveur de stratégies plus endogènes. Cela ne signifie aucunement une fermeture par rapport à l'extérieur, mais traduit la nécessité d'une absorption consciente des influences extérieures qui pourraient constituer des sources de chocs culturels et entraîner des replis sur soi. En matière de développement, les changements conscients sont plus durables que ceux non compris et imposés.

III. PROGRAMMES D' ACTIONS PRIORITAIRES

Six (6) programmes d'actions prioritaires ci-après découlent des objectifs généraux sus libellés. Ce sont :

- amélioration du statut social et juridique de la femme ;
- promotion de l'accès des femmes aux sphères de décision ;
- promotion de l'éducation et renforcement des capacités et de l'expertise féminine ;

- promotion de la santé de la mère et de l'enfant ;
- réduction de la pauvreté des femmes ;
- renforcement du cadre et des mécanismes institutionnels de promotion de la femme.

Chaque programme s'articulera autour d'objectifs spécifiques, de stratégies et d'actions prioritaires.

1. Programme 1 : Amélioration du statut social et juridique de la femme

Les actions de ce programme portent sur la promotion, la traduction et la vulgarisation des textes sur les droits de la femme et de la petite fille, la révision des textes en faveur de la femme et de la jeune fille, l'éradication des violences faites aux femmes et aux filles, la vulgarisation et l'intégration de l'approche genre à tous les niveaux, l'amélioration de l'image de la femme et la sensibilisation de l'opinion publique sur les inégalités dont sont victimes les femmes, la réduction des pratiques socioculturelles reconnues rétrogrades et avilissantes pour les femmes, le recensement et la valorisation des conceptions culturelles et pratiques traditionnelles favorables à l'épanouissement de la femme.

1.1-Objectifs spécifiques 1 :

- **réduire les pratiques socioculturelles reconnues rétrogrades et avilissantes pour les femmes ;**
- **recenser et valoriser les conceptions culturelles et pratiques traditionnelles favorables à l'épanouissement de la femme.**

Une sensibilisation appropriée devrait être permanente auprès des populations rurales et urbaines sur les pratiques qui entravent la promotion de la femme. Les valeurs et pratiques traditionnelles néfastes sont généralement exploitées pour dévaloriser la femme, alors qu'on note l'existence de pratiques favorables à la construction d'une image positive de la femme. Il s'agira de les recenser et de les introduire dans des systèmes de communication, d'éducation et de formation notamment en genre.

Les valeurs socioculturelles sont inculquées aux enfants dès leur prime enfance par les parents, notamment les mères généralement garantes et complices de certaines pratiques. La lutte contre les pratiques culturelles néfastes passe nécessairement par elles ; de ce fait, il s'agira d'amener les femmes à prendre conscience des impacts négatifs des conceptions et pratiques néfastes et à les aider à s'en départir.

1.2-Objectif spécifique 2 : Améliorer l'image de la femme et sensibiliser l'opinion publique sur les inégalités dont sont victimes les femmes

Les médias sont de puissants canaux d'éducation et de vulgarisation d'idées novatrices. Aussi, devrait-on éviter qu'ils véhiculent des images, des scènes ou des propos négatifs sur les femmes. La conception et la mise en œuvre des campagnes d'information multimédia de promotion de l'image de la femme dans la société devraient tenir compte de cet impératif.

Des supports tels les théâtres forums, les sketches, les chaînes de télévision et les radios (avec utilisation de comédiennes) seront utilisés pour améliorer l'image de la femme dans la société. L'élimination par la censure des messages et images dévalorisants de la femme dans les médias sera également un objectif à poursuivre. La formation des communicateurs et des responsables d'agences de communication s'avère nécessaire.

1.3-Objectif spécifique 3 : Vulgariser et intégrer l'approche genre à tous les niveaux

L'utilisation du cadre et des outils d'analyse du genre permettra aux intervenants de se rendre compte des inégalités dont sont victimes les femmes. La vulgarisation de l'approche genre et développement et l'élaboration d'une politique et d'un plan opérationnel pour son intégration dans tous les secteurs d'activités devront par conséquent être entrepris.

La formation/sensibilisation aux questions de genre à tous les niveaux, notamment au niveau des communautés de base, des membres du gouvernement, des autorités administratives (gouverneurs et hauts commissaires), les élus locaux et de l'Assemblée Nationale, sera déterminante pour améliorer le statut social des femmes et leur accès aux

ressources dans le contexte de la décentralisation. Des programmes de communication pour le changement de comportement (CCC) en faveur des populations renforceront ces actions.

1.4- Objectif spécifique 4 : Promouvoir et appliquer les droits fondamentaux de la femme et de la jeune fille

De nombreux textes juridiques existent et protègent la femme et la jeune fille mais sont peu connus par la majorité de la population dont essentiellement les femmes elles-mêmes. Il existe également des vides et limites juridiques, de même que des pesanteurs socioculturelles qui freinent l'exercice des droits.

Face à cette situation, il s'agira de traduire et vulgariser les textes existants dans les langues nationales et de proposer des textes pour combler les vides juridiques notamment dans le domaine de l'exclusion sociale, du bannissement, du harcèlement sexuel et du mariage forcé, et de ratifier les instruments juridiques favorables à la promotion de la femme tel le protocole facultatif de la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP). Il s'agira en outre de poursuivre et d'intensifier les formations et les sensibilisations à l'intention de toute la population à travers des programmes spécifiques et de promouvoir le respect des droits de la femme et de la jeune fille dans les familles et dans les communautés.

1.5- Objectif spécifique 5 : Eradiquer les violences faites aux femmes

Que ce soit au foyer ou dans la communauté, la femme est sujette à diverses formes de violences qui sont des obstacles majeurs à sa pleine participation à la vie de la société. Le code pénal sanctionne les violences de façon générale ; cependant, au niveau des violences conjugales, les pesanteurs socioculturelles empêchent les victimes de porter plainte. En vue d'adresser cette problématique, il s'agira de proposer des programmes de sensibilisation, de formation et de renforcement des capacités des hommes et des femmes, de la société civile et des acteurs intervenant dans la prise en charge des victimes, notamment les autorités religieuses et coutumières. Il s'agira également de développer le service du conseil matrimonial, d'instaurer la fonction de juge aux affaires matrimoniales, de promouvoir des structures extrajudiciaires et l'assistance judiciaire pour une meilleure prise en charge des femmes victimes de ces cas de violences. L'habilitation des femmes à recourir aux services judiciaires sera également envisagée.

Bien que des efforts soient entrepris avec des résultats tangibles, il serait judicieux d'intensifier la lutte en vue de l'abolition effective de la pratique de l'excision, vu les effets destructeurs de cette pratique sur le plan physique et psychologique. Il s'agira donc de renforcer les capacités institutionnelles et opérationnelles des différents intervenants à ce niveau, notamment le Comité National de Lutte contre la Pratique de l'Excision et son Secrétariat permanent.

1.6- Objectif spécifique 6 : Réviser les textes en faveur des femmes

Il existe des dispositions légales qui créent des inégalités dans l'exercice des droits de la femme et de la jeune fille. Il s'agira de réexaminer ces textes en vue de leur ôter tout caractère discriminatoire.

Des vides juridiques existent également. A ce propos, il s'avère nécessaire d'adopter une loi spécifique sur les violences conjugales et d'amender le Code pénal en y introduisant des dispositions contre le bannissement et le harcèlement sexuel.

L'autorisation de ratification donnée par l'Assemblée Nationale en date du 19 mai 2005 du protocole facultatif relatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard de la femme et du protocole additionnel de la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) relatifs aux Droits de la femme en Afrique qui prend en compte les spécificités de la femme africaine permettra de renforcer les bases juridiques de la promotion de la femme.

2. Programme 2 : Promotion de l'accès des femmes aux sphères de décision

Les actions de ce programme portent sur l'amélioration de l'accès des femmes aux postes électifs et nominatifs, aux médias et aux technologies de l'information et de la communication, leur représentation dans les organisations professionnelles et leur implication dans la recherche de la paix et à la conception, au suivi et à l'évaluation des politiques économiques.

2.1- Objectif spécifique 1 : Améliorer l'accès des femmes aux postes électifs et nominatifs

La formation politique, civique et syndicale des femmes, la mise en place de créneaux de financement de leurs campagnes électorales, la sensibilisation des états majors des partis politiques et des syndicats en vue d'un meilleur positionnement des femmes sur les listes électorales sont autant d'éléments nécessaires pour permettre aux femmes d'être compétitives aux postes électifs. L'organisation périodique des conférences des cadres sur la promotion de la femme motiverait peu à peu les femmes à s'impliquer dans la politique.

En application de l'article 4 de la CEDEF qui admet une certaine forme de discrimination lorsqu'elle vise à accélérer l'égalité de fait entre l'homme et la femme, des dispositions seront prises pour encourager les candidatures féminines. Il sera appliqué un quota d'au moins 30 % dans les nominations aux postes de direction et autres.

En outre, des actions seront menées en vue de contribuer à la création d'un réseau ayant pour objectif principal de soutenir l'intégration des femmes au processus de régionalisation (UEMOA, CEDEAO, NEPAD, etc.) et de parrainer les candidatures féminines aux postes internationaux. A cet effet il sera élaboré un répertoire des femmes cadres supérieures du pays.

2.2- Objectif spécifique 2 : Promouvoir la représentativité des femmes dans les organisations professionnelles

Cette promotion pourra se faire par des programmes de formation/sensibilisation pour l'adhésion des femmes aux organisations professionnelles et la fixation de quotas pour les femmes au niveau des bureaux de ces organisations, accompagnés d'un programme d'appui pour leur permettre une participation de qualité.

2.3- Objectif spécifique 3 : Impliquer les femmes dans la recherche de la paix

La paix sociale est une condition *sine qua non* du développement durable qui doit être cultivée dès la cellule familiale. Les crises internes et sous-régionales ont montré que le Burkina Faso n'est pas à l'abri des conflits sociaux. Considérant que lors de ces conflits les femmes et les enfants sont de grandes victimes, les femmes seront impliquées à la prévention des conflits, à la recherche et au maintien de la paix. Pour une efficacité de leur participation, un programme de renforcement de leurs capacités dans la culture pour la paix est indispensable.

Il s'agira également d'élaborer et de renforcer l'éducation civique dans les programmes d'enseignement scolaire et au sein des familles.

2.4- Objectif spécifique 4 : Impliquer des femmes à la conception, au suivi et à l'évaluation des politiques économiques

Il s'agira d'améliorer et de vulgariser les approches participatives afin d'assurer la participation des femmes sur un pied d'égalité, à la conception, à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation des politiques et programmes macro-économiques, notamment ceux élaborés dans le cadre du CSLP et des accords de partenariat économiques, en vue de favoriser une croissance économique large et soutenue et de s'attaquer aux causes structurelles de la pauvreté.

2.5-Objectif spécifique 5 : Améliorer l'accès des femmes aux médias et aux technologies de l'information et de la communication (TIC)

Les interventions suivantes devront permettre l'amélioration de l'accès des femmes aux médias et aux TIC :

- soutenir l'éducation, la formation et l'emploi des femmes pour leur permettre d'accéder sur un pied d'égalité aux médias et aux TIC, dans tous les secteurs et à tous les niveaux ;
- appuyer la recherche sur tous les aspects relatifs aux TIC et aux médias afin de définir les domaines sur lesquels il convient de se pencher et qui appellent des mesures, et passer en revue les politiques en vigueur concernant les médias et les TIC afin d'y intégrer la problématique hommes-femmes ;

- organiser des clubs d'écoute féminine en utilisant les jours où les organisations féminines se réunissent pour leurs activités collectives ;
- privilégier la communication de proximité pour les femmes qui sont à majorité analphabètes.

3. Programme 3 : Promotion de l'éducation et renforcement des capacités et de l'expertise féminine

Les actions de ce programme portent sur le plaidoyer, la prise de mesures et la vulgarisation de textes pour un accès équitable des filles et des garçons à l'éducation et à la formation, la promotion de l'alphabétisation des femmes, l'amélioration de leur accès au travail et à l'emploi, la réduction de la pénibilité de leurs tâches domestiques, l'autopromotion et l'autogestion des organisations féminines, la promotion de leur unité et la promotion de l'expertise féminine.

3.1 Objectif spécifique 1 : Développer des actions pour un accès égal des filles

et des garçons à l'éducation et à la formation

Une combinaison de l'amélioration de l'offre éducative et de l'élimination des facteurs socioculturels et économiques entravant l'accès des filles à l'école en vue de la scolarisation de tous les enfants en âge scolaire est nécessaire. Il faut notamment :

- une couverture géographique adéquate en infrastructures scolaires et la création d'internats ;
- un environnement scolaire favorable à la scolarisation de la fille : sécurité, eau, assainissement ;
- des enseignants de qualité (technique et morale) et motivés ;
- un programme de lutte contre le harcèlement sexuel en milieu scolaire ;
- un programme de lutte contre les mariages précoces et forcés ;
- un programme de sensibilisation des parents pour un accès égal de la fille et du garçon à l'école ;

- un programme d'amélioration des revenus des parents d'élèves pauvres ;
- l'effectivité de la gratuité de l'école primaire ;
- la poursuite et l'approfondissement des études pour comprendre les problèmes sociologiques relatifs à l'éducation des filles ;
- la mise en place et le maintien des mesures incitatives en faveur des parents ou des filles pour renforcer la scolarisation de ces dernières (bourses d'études, gratuité des fournitures, allègement d'écologie, soutien scolaire, etc.) ;
- la poursuite de la révision des manuels scolaires pour extraire les stéréotypes sexistes et pour la prise en compte de l'approche genre ;
- la formation en genre des décideurs, des enseignants pour éviter les clichés sexistes ;
- la réintroduction, s'il y a lieu, ou le renforcement de programmes d'éducation civique et d'éducation à la citoyenneté ;
- l'octroi de technologies et l'accès aux forages notamment en zone rurale pour l'allègement des tâches des femmes ;
- la création d'un environnement scolaire propice aux filles et garçons handicapés ;
- l'organisation de formations en genre à l'endroit des associations de parents d'élèves des écoles, collèges et lycées.

3.2 Objectif spécifique 2 : Promouvoir l'alphabétisation des femmes

Un meilleur examen des contraintes à l'alphabétisation des femmes permettra d'adopter des stratégies plus appropriées telles :

- l'adaptation des programmes d'alphabétisation (horaire, lieu, période, prise en charge, etc.) aux besoins des femmes surtout rurales et handicapées ;
- l'intégration des trois dimensions suivantes dans tous les projets de développement : alphabétisation, crédit, genre.

3.3 Objectif spécifique 3 : Améliorer l'accès des femmes au travail et à l'emploi

Pour lutter contre le chômage et l'exploitation économique des femmes, l'organisation des journées d'information sur la question, la formation et l'information des femmes sur leurs droits et devoirs seront des mesures à envisager.

La promotion de la formation professionnelle des femmes, combinant l'amélioration de l'offre de formation professionnelle et l'élimination des facteurs socioculturels et économiques bloquants, est également nécessaire.

Au regard des pesanteurs socioculturelles et des tâches domestiques qui empêchent la femme d'accéder à certains emplois, il est important de mener des actions de sensibilisation sur la répartition des tâches domestiques ; par exemple, la mise en place de crèches à des prix subventionnés contribuera à rendre plus disponibles les femmes. Pour accéder à des activités rémunératrices, il est par ailleurs nécessaire de mener les interventions suivantes :

- faire un suivi du respect des textes sur l'emploi et le travail au niveau de tous les employeurs ;
- mener une étude des cas de discrimination pour raison de grossesse lors des tests de recrutement ;
- ouvrir la commission consultative aux associations et ONG de femmes ;
- favoriser l'accès à l'emploi et à la formation professionnelle des filles et femmes handicapées.

3.4- Objectif spécifique 4 : Réduire la pénibilité des tâches domestiques des femmes

La surcharge de travail des femmes ne leur permet pas de s'investir dans les activités économiques hors du foyer. Un programme comprenant la sensibilisation pour une redistribution des tâches au sein des ménages, l'équipement des femmes et l'amélioration des technologies de leurs activités serait bénéfique.

3.5- Objectif spécifique 5 : Renforcer les capacités des femmes à promouvoir et à gérer les associations

Il s'agira, dans un premier temps, de renforcer les capacités des organisations féminines aussi bien urbaines que rurales par des voyages d'études et des formations en :

- gestion des organisations ;
- gestion des ressources humaines ;
- techniques de communication ;
- techniques de négociation et de plaidoyer ;
- techniques de recherche de financement ;
- leadership ;
- planification stratégique et opérationnelle ;
- alphabétisation ;
- suivi et évaluation.

Dans un deuxième temps, il sera nécessaire de leur permettre de saisir toutes les opportunités de financement et d'appui divers en prenant en compte leurs besoins dans tous les programmes/projets de développement.

3.6- Objectif spécifique 6 : Promouvoir l'unité des femmes

Malgré leur importance démographique, les femmes ne constituent pas une force politique au Burkina Faso à cause de l'émiettement de leurs organisations, de leur manque de conscience et de maturité politique, de leur faible compétence en leadership. La création d'une structure faîtière nationale des femmes et mise en place librement par les femmes elles-mêmes constituerait un atout pour l'application de la politique nationale de promotion de la femme.

3.7- Objectif spécifique 7 : Promouvoir l'expertise féminine

L'établissement de répertoires de femmes par domaine d'expertise et leur valorisation, la mise en place de programmes de recyclage ou de mise à jour des connaissances par des stages, colloques, conférences, etc. sont indispensables.

4 – Programme 4 : Promotion de la santé de la mère et de l'enfant

Le programme se compose d'actions d'information, de formations et de sensibilisation pour améliorer l'état de santé des femmes et des filles et l'état nutritionnel des mères et des enfants. Egalement, des actions spécifiques pour une meilleure santé de la reproduction des femmes et l'amélioration de la prise en charge des femmes du troisième âge, des femmes handicapées et des femmes exclues pour cause de sorcellerie sont à identifier.

4.1- Objectif spécifique 1 : Consolider les actions pour une meilleure santé de la reproduction des femmes

L'état de santé des femmes au Burkina Faso est largement tributaire de leur rôle de procréation dans la société et de la situation de la pandémie du VIH/SIDA.

Des interventions ciblées sur la santé de la reproduction des femmes sont donc nécessaires et seront envisagées. Il s'agira essentiellement de :

- améliorer l'accès des femmes aux services de santé notamment aux centres de santé maternelle et infantile (réduction des distances à parcourir pour atteindre les CSPS par la multiplication de ces structures) ;
- promouvoir la maternité à moindre risque et l'accès des femmes à des soins effectifs en vue de réduire la morbidité et la mortalité maternelle et infantile ;
- promouvoir l'accès financier des femmes aux services de santé par la promotion des AGR et à la mutuelle de santé ou système de partage de coût ;

- réduire la transmission du VIH/SIDA par la promotion et la vulgarisation du condom féminin ;
- étendre la couverture de la PTME au niveau de toutes les formations sanitaires pour éviter la transmission du VIH de la mère à l'enfant ;
- instaurer le dépistage systématique des cancers génitaux chez les femmes lors des visites médicales annuelles des travailleurs et lors des consultations de routine (organisation de consultations lors de la journée mondiale de la santé ou la journée africaine de lutte contre la mortalité maternelle).
- créer un fonds de solidarité pour le dépistage des cancers génitaux.

4.2- Objectif spécifique 2 : Améliorer l'état nutritionnel des mères et des enfants

Les interventions suivantes seront menées :

- élaborer et mettre en œuvre une politique nationale de nutrition au niveau des formations sanitaires ;
- poursuivre et renforcer l'appui conseil alimentaire des femmes enceintes et des enfants malnutris dans toutes les formations sanitaires ;
- étendre la Prise en Charge Intégrée des Maladies de l'Enfant (PCIME) à toutes les formations sanitaires du pays.

4.3- Objectif spécifique 3 : Améliorer la prise en charge des femmes du troisième âge, des femmes handicapées et des femmes exclues pour cause de sorcellerie

Les femmes âgées sont de plus en plus confrontées aux problèmes cardio- vasculaires, aux rhumatismes, aux cancers, aux problèmes visuels. Dans de nombreux cas, elles ne sont plus assistées par leur famille. Par ailleurs, elles sont parfois exclues de la société sur la base de croyances encore très vivaces (accusation de sorcellerie). Quand elles bénéficient d'une pension, celle-ci n'est pas suffisante pour la prise en charge de leur santé de plus en plus coûteuse. Il en est de même pour les femmes handicapées qui, bien que valeureuses, sont souvent exclues des sphères de production. Une étude de la

situation en vue de proposer des solutions idoines s'avère nécessaire et la mise en place de programmes spécifiques de prise en charge de ces groupes sociaux devra être envisagée et renforcée.

5. Programme 5 : Réduction de la pauvreté des femmes

Ce programme se compose de mesures relatives à l'accès des femmes à la terre, aux crédits, au développement de l'entrepreneuriat féminin, aux droits des femmes en matière de travail, à l'allègement de la pénibilité des travaux de la femme, aux marchés, aux technologies agro-alimentaires, aux moyens de production et aux revenus de l'exploitation. Des actions d'amélioration de la participation de la femme à la gestion du développement rural, à la gestion des ressources naturelles, de l'environnement et du cadre de vie, la révision, l'adoption et l'application des politiques macro-économiques et des stratégies de développement répondant aux besoins et aux efforts des femmes vivant dans la pauvreté, l'évaluation des tâches domestiques des femmes et la désagrégation des agrégats macro-économiques selon le sexe sont prévues par ce programme.

5.1 Objectif spécifique 1 : Réviser, adopter et appliquer des politiques macro-économiques et des stratégies de développement répondant aux besoins et aux efforts des femmes vivant dans la pauvreté

Les politiques économiques ont des impacts différenciés selon le genre. Il est donc nécessaire d'analyser selon une perspective égalitaire, les politiques et les programmes y compris ceux qui ont trait à la stabilité macro-économique, à l'ajustement structurel, à la dette extérieure, à la fiscalité, à l'investissement, à l'emploi, aux marchés et à tous les secteurs de l'économie, afin d'évaluer leur impact sur la pauvreté, sur l'inégalité, en particulier entre les sexes, ainsi que sur le bien-être et les conditions de vie des familles, et les adapter au besoin.

Les femmes sont pauvres et certaines politiques économiques ont conduit des familles dans la misère. Il convient d'adopter des mesures destinées à favoriser l'insertion des femmes pauvres et marginalisées dans des emplois productifs et soutenir les familles de déflatés.

5.2 Objectif spécifique 2 : Evaluer les tâches domestiques des femmes et désagréger les agrégats macro-économiques selon le sexe

Une des conditions de la reconnaissance du travail des femmes est la prise en compte de leurs tâches domestiques au niveau de la comptabilité nationale. Pour ce faire, un travail important d'évaluation de ces tâches domestiques est nécessaire. La Commission Economique pour l'Afrique a déjà ouvert la voie pour une telle entreprise au niveau de certains pays africains pilotes dont le Burkina Faso. Une telle entreprise nécessitera la collaboration de l'INSD qui est rompu aux travaux statistiques et économétriques.

Dans la même perspective, il s'agira de parvenir à établir des agrégats macro-économiques (PIB, PIN, RNB, RNN, etc.) désagrégés selon le sexe. On aura donc des agrégats féminins, toute chose qui pourrait renseigner sur les performances économiques et financières des femmes. De même, les investissements publics réalisés au profit de la femme et dispersés entre départements ministériels, société civile, etc. devront être évalués et intégrés dans le TOFE (tableau d'opérations financières et économiques). Pour ce faire, les services des ministères chargés de l'économie et des finances seront sollicités pour apporter un appui.

5.3- Objectif spécifique 3 : Promouvoir l'entrepreneuriat féminin

Malgré l'existence de secteurs porteurs pour la femme (agriculture et élevage, transformation et agroalimentaire, commerce), l'entrepreneuriat féminin est au stade embryonnaire. Le bas niveau d'instruction, la faiblesse des compétences dans le domaine et l'insuffisance de ressources financières, constituent les principaux facteurs qui entravent l'accès et la promotion de nombreuses femmes dans le domaine de l'entrepreneuriat.

Il s'agira de créer des conditions favorables à l'émergence d'un entrepreneuriat féminin fort et établi au Burkina Faso. A cet effet, des actions de lobbying seront développées en direction du secteur bancaire et financier (non encore totalement sensibilisé à la problématique de la promotion de la femme) en vue d'obtenir des appuis spécifiques aux activités des femmes. La mise en place d'interlocuteurs valables, en l'occurrence des réseaux d'organisations féminines, s'avère nécessaire à cet égard.

Les femmes innoveront beaucoup dans le secteur de l'agroalimentaire, mais en retirent très peu de bénéfices. La protection de la propriété intellectuelle constituerait à cet égard une solution pour sauvegarder les intérêts des femmes porteuses d'innovations.

5.4- Objectif spécifique 4 : Améliorer l'accès des femmes aux technologies agroalimentaires

Les programmes de recherche, notamment agricoles, sont souvent orientés vers les grands centres d'intérêts (cultures de rentes, grandes cultures, etc.) qui n'intègrent pas des spéculations qui rapportent des revenus aux femmes et qu'on appelle des cultures mineures (gombo, voandzou, oseille, etc.).

La mise au point de technologies alimentaires et de pratiques culturelles modernes dans le domaine des activités des femmes reste une préoccupation non encore considérée et le développement de programmes de recherche sur les spéculations intéressant les femmes, et de recherche-action-formation (RAF) pour l'adaptation socioculturelle et économique des technologies diffusées est souhaitable.

5.5- Objectif spécifique 5 : Améliorer l'accès des femmes aux marchés

La recherche de clients et d'information sur les marchés potentiels nécessite un renforcement des possibilités d'accès et des capacités des femmes à l'utilisation des TIC et la mise en place de circuits de collecte et de diffusion de l'information. Au niveau des marchés intérieurs, la pauvreté des femmes ne leur permet pas de disposer de moyens de locomotion efficaces pour mener des activités économiques véritablement rentables.

L'organisation de foires promotionnelles et le renforcement de leurs capacités organisationnelles en matière de commercialisation, ainsi que le développement de système de transport de marchandises à moindre coût constituent des pistes d'amélioration de l'accès des femmes aux marchés intérieurs.

Des études selon le genre sur l'impact des politiques économiques ainsi que celles menées au niveau local sur le marketing, les circuits commerciaux permettront de mieux cerner les besoins des femmes.

5.6-Objectif spécifique 6 : Accroître l'accès des femmes aux moyens de production

Par moyens de production, on entend essentiellement les technologies simples (ou adaptées), les intrants agricoles et zootechniques, les équipements, le foncier en terme de terres aménagées et non aménagées (la

RAF donne un accès égal à la terre aux hommes et aux femmes). Très souvent, l'accès à ces moyens de production nécessitera l'octroi de micro-crédits adaptés aux types d'activités génératrices de revenus (AGR). Pour ce faire, les mesures à prendre sont :

- la mise en place d'un système de crédit adapté aux activités des femmes et à leur situation sociale. Le crédit doit bénéficier même aux femmes les plus pauvres avec des conditions d'accès et des modalités de remboursement souples ;
- le renforcement des capacités des femmes, notamment par la mise en place d'un fonds de garantie pour les femmes entrepreneurs, par la formation et l'information des femmes notamment sur le crédit et l'épargne ;
- la mobilisation de l'épargne en faveur des femmes ;
- la prise en compte des femmes dans le système de formation/ vulgarisation ;
- l'application effective de la réforme agraire et foncière qui donne un égal accès à la terre aux hommes et aux femmes ;
- l'instauration d'appels à projet de développement de femmes à financer sans remboursement ;
- la construction de garderies d'enfants dans les plaines aménagées pour une pleine implication des femmes dans les travaux de maraîchage.

5.7 Objectif spécifique 7 : Actions spécifiques

Certaines femmes étant dans des situations difficiles, on s'attachera donc à identifier les besoins spécifiques de ces groupes, en particulier les femmes handicapées physiques et mentales, les femmes analphabètes, les prostituées, les femmes dans des situations particulièrement critiques (femmes dans les zones touchées par la sécheresse, femmes dans le dénuement, femmes déplacées, rapatriées ou réfugiées), les femmes âgées, les femmes exclues. Au profit de ces groupes de femmes, l'on devra s'efforcer d'aller au delà de la simple assistance humanitaire et viser à modifier substantiellement leurs conditions socio-économiques et d'accroître leur participation au processus de développement.

5.8-Objectif spécifique 8 : Améliorer la participation de la femme à la gestion des ressources naturelles, de l'environnement et du cadre de vie

Traditionnellement, les femmes jouent un rôle important dans l'exploitation des ressources naturelles, la gestion de l'environnement et du cadre de vie familial.

Des efforts progressifs pour leur implication dans l'élaboration des documents de politique ainsi que dans l'exécution des actions ces dernières années leur ont permis d'acquérir des connaissances qui restent insuffisantes pour contribuer efficacement à une gestion durable de l'environnement. A cet effet, il s'agira d'améliorer les approches pour une prise en compte des priorités et des besoins des femmes et renforcer leurs capacités techniques et organisationnelles.

La mise en place de programmes de formation en direction des femmes est indispensable pour leur pleine participation à la gestion des ressources naturelles, de l'environnement et du cadre de vie. Dans le cadre de la lutte contre la pauvreté, il serait souhaitable que les femmes saisissent toutes les opportunités d'activités génératrices de revenus dans le domaine de l'environnement.

5.9- Objectif spécifique 9 : Améliorer la participation de la femme à la gestion du développement rural

A ce niveau, il s'agira d'améliorer les approches de développement rural qui doivent s'appuyer sur les parties prenantes plutôt que les chefs de ménage et d'impliquer les femmes dans la conception des politiques et la planification du développement par la vulgarisation des méthodes participatives à tous les niveaux et impliquer les femmes dans les comités spécifiques.

5.10- Objectif spécifique 10 : Imputer les revenus des produits des ressources naturelles et de l'environnement selon l'effort et la productivité du travail des femmes

Il s'agira de mettre en place des mécanismes favorisant la répartition équitable entre les hommes et les femmes des revenus tirés de l'effort et de la productivité des femmes, des produits des ressources naturelles partout où les femmes, soit individuellement soit dans le cadre des groupements féminins, participent aux activités rémunératrices liées à la gestion de ces ressources naturelles. Pour ce faire, une sensibilisation de l'ensemble des acteurs sociaux participant au système à une répartition équitable des bénéfices est indispensable.

6. Programme 6 : Renforcement du cadre et des mécanismes institutionnels de promotion de la femme

Le programme s'articule autour d'actions de conception de la politique nationale genre, d'actions de renforcement des capacités du MPF, d'actions d'organisation de la concertation/coordination en matière de promotion de la femme, et enfin d'actions de suivi/ évaluation du plan d'action 2006-2010.

6.1- Objectif spécifique 1 : Accompagner les différents acteurs dans leurs actions de promotion de la femme

Le ministère de la Promotion de la femme qui, de par sa mission, représente le cadre institutionnel et politique, impulsera une dynamique soutenue dans la mise en œuvre de la Politique Nationale de Promotion de la Femme. A cet effet, des moyens supplémentaires devront être mis à sa disposition pour le développement d'un appui-conseil en matière de promotion de la femme au profit des acteurs.

Le renforcement des capacités en matière de promotion de la femme au niveau des différents acteurs se fera par le biais de programmes de formations ou de séminaires-ateliers adaptés aux besoins de chaque partenaire, et par l'organisation des réflexions pour lever les contraintes et renforcer les actions des acteurs en matière de promotion de la femme. En effet, le changement de comportements dans le social est un processus très complexe et nécessite que des réflexions permanentes soient menées pour accompagner les actions entreprises. Plus concrètement, le ministère de la Promotion de la femme se positionnera pour animer de telles réflexions qui devraient avoir des impacts hautement positifs au niveau des actions des autres acteurs de promotion de la femme.

6.2-Objectif spécifique 2 : Coordonner les structures impliquées dans la promotion de la femme

Compte tenu de la transversalité de la question de la femme, il est impératif pour le ministère de la Promotion de la femme d'assurer la coordination et le suivi de l'ensemble des initiatives visant la promotion de la femme des secteurs ministériels ou des autres institutions ou mécanismes existant dans le pays. A cet effet, il sera

nécessaire de clarifier les attributions des points focaux du Ministère dans les autres départements, dans un premier temps en terme d'adéquation avec leurs charges de travail et d'envisager par la suite la création de cadres de concertation de promotion de la femme composés des représentants des directions centrales dans chaque département ministériel. Au niveau provincial, les Cadres de Concertation Technique Provinciaux (CCTP) seront des cadres idéaux pour l'expression de la promotion de la femme ; leurs membres devront être formés conséquemment en matière de genre et de promotion de la femme. Il s'agira également d'amener l'observatoire de la femme à jouer pleinement son rôle. Et, pour un meilleur ancrage institutionnel, le rattachement de l'Observatoire de la femme au MPF devra être envisagé. Un renforcement des capacités des acteurs institutionnels de promotion de la femme en ressources humaines et matérielles est nécessaire.

6.3- Objectif spécifique 3 : Améliorer la capitalisation, le suivi évaluation et les actions de veille de promotion de la femme

Outre l'appui aux nombreux acteurs nationaux et non nationaux et l'appui à leurs actions multiformes au profit de la promotion de la femme, la capitalisation, le contrôle et le suivi-évaluation de ces actions sont incontournables. Il est nécessaire d'élaborer et de mettre en place un programme statistique sur la promotion de la femme. L'indicateur sexospécifique de développement humain (ISDH) et l'indice de participation de la femme (IPF) doivent être conçus, vulgarisés et présentés selon les régions et les provinces.

Il est également nécessaire d'identifier des paramètres et de mettre en place des programmes de mesure des performances enregistrées au niveau des activités des différents partenaires.

IV – STRATEGIES DE MISE EN OEUVRE

La stratégie de mise en œuvre décrit de manière succincte la démarche qui devrait être suivie pour parvenir à une exécution optimale du plan d'action. Cette stratégie se décompose en deux catégories à savoir les stratégies globales qui concernent l'ensemble des programmes du plan d'action et celles par programme qui sont spécifiques à chacun des six (6) programmes.

1. Stratégies globales de mise en œuvre

Tenant compte de l'expérience de la mise en œuvre des plans d'action 1998-2000 et 2003-2007 à mi-parcours, la stratégie globale de mise en œuvre du présent plan d'action s'appuiera sur quatre (4) axes prioritaires. Il s'agit de la diffusion et la vulgarisation du plan d'action, la mobilisation des ressources financières et humaines, le partenariat et la collaboration et le suivi évaluation.

1.1. Diffusion, vulgarisation du plan d'action

La première stratégie globale consistera à une large diffusion du plan d'action en vue d'assurer une pleine implication de l'ensemble des acteurs de la promotion de la femme. La diffusion de ce document se fera en direction d'un public cible bien indiqué. A cet effet, des ateliers d'appropriation et de diffusion pourraient être organisés au profit des membres du gouvernement, des Secrétaires généraux, des Directeurs et Directrices des études et de la planification des départements ministériels, des Directeurs et Directrices Régionaux de la promotion de la femme, des représentants de la société civile (ONG et Associations oeuvrant en faveur de la promotion des femmes et de l'approche genre), des partenaires techniques et financiers et des points focaux.

S'agissant particulièrement des points focaux, le ministère de la Promotion de la femme veillera à leur désignation dans les nouveaux ministères et institutions à un niveau hiérarchique suffisamment pertinent leur permettant de faciliter la prise en compte de l'approche genre dans les politiques, programmes et actions de leurs structures d'origine.

1.2. Mobilisation des ressources

Parmi les facteurs qui ont influé négativement la mise en œuvre du plan d'action 1998-2000 on peut relever la faiblesse de la mobilisation des ressources financières notamment publiques et la faiblesse des ressources humaines du ministère de la Promotion de la femme. De ce point de vue, la mobilisation des ressources financières et l'affectation d'un personnel compétent, qualifié et dévoué constituera la deuxième priorité.

En matière de mobilisation des ressources financières, le gouvernement traduira sa volonté politique en faveur de la promotion de la femme par un appui financier conséquent. Ainsi, des ressources adéquates devront être affectées à la mise en œuvre du plan d'action 2006-2010. Dans cette perspective, une partie des ressources PPTE sera consacrée à la mise en œuvre de ce plan d'action en vue d'améliorer les conditions de vie des femmes particulièrement frappées par la pauvreté.

Les ressources de l'Etat étant très limitées, l'engagement financier du gouvernement ne suffira pas à assurer la mise en œuvre du plan d'action. Aussi, il sera fait recours à la mobilisation de ressources financières auprès des partenaires techniques et financiers. Dans cette perspective, une table ronde pourrait être organisée par le MPF en collaboration avec le ministère des Finances et du Budget (Direction Générale de la Coopération). En outre, le ministère de la Promotion de la femme établira des relations étroites avec les partenaires techniques et financiers particulièrement intéressés par la promotion de la femme tels que l'UNICEF, l'UNFPA, le PNUD, les Pays-Bas, la Belgique, le Canada et le Danemark, la liste n'étant pas exhaustive.

Au titre des ressources humaines, compte tenu de la difficulté de déployer les agents publics d'un ministère vers un autre, le MPF devra recourir aux mesures nouvelles en vue de recruter un personnel spécifique, répondant à ses préoccupations.

1.3 - Partenariat et collaboration

La troisième stratégie globale consistera à l'établissement d'un véritable partenariat et d'une collaboration étroite entre le ministère de la Promotion de la femme et l'ensemble des acteurs de la promotion de la femme. Cela est d'autant plus nécessaire que la promotion de la femme est une question transversale. Une telle approche stratégique permettra au MPF de jouer son rôle d'impulsion et de coordination des actions en faveur de la promotion de la femme. Ainsi, la stratégie du faire-faire pourra être une réalité.

Cela n'est pas incompatible avec les actions d'information, de formation et de sensibilisation que le MPF pourra réaliser grâce aux fonds PPTE.

2. Stratégies par programme

2.1. Programme 1 : Amélioration du statut social et juridique de la femme

La protection des droits fondamentaux de la femme et de la jeune fille passe par la connaissance de ces droits et des voies de recours en cas de leur violation. De ce point de vue, la mise en œuvre de ce programme se fera à travers un recensement des

principales dispositions protégeant les droits de la femme et de la jeune fille, leur traduction dans les principales langues nationales et leur diffusion aussi bien auprès des femmes vivant en milieu rural que celles vivant en milieu urbain.

Par ailleurs, la protection des droits fondamentaux de la femme et de la jeune fille nécessite leur connaissance et la maîtrise des dispositions y relatives par ceux chargés de veiller à leur respect. Ainsi, la diffusion de ces dispositions visera l'ensemble de la population (hommes et femmes) et en particulier les autorités (politiques, administratives, religieuses et coutumières), les éducateurs, les agents d'encadrement et les auxiliaires de justice.

A cet effet, une collaboration étroite avec le Ministère de la Promotion des Droits Humains, constituera une option stratégique pour la mise en œuvre de ce programme. En outre, au regard des activités menées par le Ministère de l'action sociale et de la solidarité nationale, notamment en matière de lutte contre l'excision et de vulgarisation du Code des personnes et de la famille, ce ministère sera également un partenaire privilégié dans le cadre de ce programme.

2.2 - Programme 2 : Promotion de l'accès des femmes aux sphères de décision

Si la prise en compte de l'approche genre dans les politiques, programmes et plans de développement, de même que dans les comportements de tous les jours a de la peine à devenir une réalité, cela est sans doute lié au fait qu'une telle attitude résulte d'un changement de comportement. Or le changement de comportement est un processus de long terme. De ce point de vue, les actions envisagées dans ce programme viseront non seulement les adultes et les personnes assez âgées mais aussi et surtout les jeunes et les enfants. Pour ce faire, tous les moyens d'information (radio, télé, presse écrite, etc.), d'éducation (programmes scolaires, théâtre), et de communication seront mis à contribution. Mieux, une stratégie de communication pour le changement de comportement en faveur de la promotion de la femme sera élaborée.

Les ministères chargés de la communication, des arts et de la culture, de la sécurité seront des partenaires privilégiés. Par ailleurs, ceux chargés des enseignements seront également des associés en vue de la prise en compte de l'approche genre dans les programmes d'enseignement, à travers notamment l'éducation à la vie pratique et familiale, et l'éducation en matière de population.

2.3-Programme 3 : Promotion de l'éducation et renforcement des capacités et de l'expertise féminine

Pour la mise en œuvre de ce programme, l'accent sera mis sur l'enseignement aussi bien primaire, secondaire que supérieur, l'alphabétisation surtout fonctionnelle, la formation professionnelle.

Dans le cadre de ce programme, le MPF établira une collaboration étroite avec les ministères chargés des différents ordres d'enseignement et les organisations oeuvrant pour la promotion de l'éducation, l'alphabétisation, la formation et la santé des femmes.

2.4. Programme 4 : Promotion de la santé de la mère et de l'enfant

Pour la mise en œuvre de ce programme, l'accent sera mis sur la santé notamment la santé de la reproduction. Dans ce sens, un accent particulier sera mis sur la sensibilisation des différentes couches de la population en mettant à contribution des femmes qui pourraient servir de modèle de référence

2.5. Programme 5 : Réduction de la pauvreté des femmes

L'amélioration des revenus et des conditions de travail des femmes se fera à travers leur accès à la terre, à des emplois rémunérateurs, au crédit à des conditions appropriées en vue de mener des activités génératrices de revenus, l'allégement de leur charge de travail, l'amélioration de leur productivité et de leur production agricole. Ainsi, pour la mise en œuvre de ce programme, le MPF développera un partenariat particulier avec les ministères chargés de l'emploi et de la formation professionnelle, de l'économie et des finances, de l'agriculture, du commerce, les ONG et Associations travaillant dans le domaine des activités génératrices de revenus des femmes et les structures d'octroi de crédit.

Il est également important de veiller à une sensibilisation en vue d'une responsabilité familiale plus accrue ; cela devrait avoir pour effet une meilleure gestion des revenus familiaux, notamment en faveur de la femme.

2.6. Programme 6 : Renforcement du cadre et des mécanismes institutionnels de promotion de la femme

Après huit (8) années de vie du ministère de la Promotion de la femme, toutes les structures et mécanismes institutionnels à même d'assurer la promotion de la femme sont en place. Il s'agit notamment :

- des directions centrales ;
- des directions régionales ;
- de la Coordination Nationale du Plan d'Actions de Promotion de la Femme (CN-PAPF) ;
- de la Commission Nationale de Lutte contre les discriminations faites aux femmes (CONALDIS) ;
- du Centre d'information, de Formation et de Recherche Action sur la Femme (CIFRAF) ;
- de l'Observatoire ;
- du Projet National Karité (PNK) ;
- des Points focaux.

La principale difficulté qui freine le bon fonctionnement de ce dispositif demeure l'insuffisance, voire l'absence de ressources financières. Ainsi, la mobilisation des ressources financières, notamment par l'inscription régulière au budget de l'Etat des moyens nécessaires au fonctionnement du mécanisme institutionnel sera privilégiée.

V. MODALITES DE FINANCEMENT DU PLAN D'ACTION.

1. Coût du Plan d'action 2006 – 2010

Le plan d'action pour la promotion de la femme nécessitera pour la période 2006 – 2010 au minimum 7,1 Milliards de FCFA. Comme l'indique le tableau I, l'essentiel des ressources est consacré aux « programmes renforcement des capacités » et « réduction de la pauvreté des femmes » qui absorbent respectivement 22,5 et 63,22 % de l'enveloppe totale. En tout état de cause, ces deux programmes constituent le centre d'intérêt des femmes, les autres programmes sont une somme de mesures d'accompagnement. Par ailleurs, près de 80 % des réalisations devront être réalisées au cours des trois premières années avec une forte concentration en 2007. Ce constat appelle naturellement une grande attention sur l'adéquation de la programmation des interventions et la capacité réelle de mobilisation des ressources des différentes administrations.

2. Tableau I : Répartition du financement par programme (en Millions F CFA)

-

Années	2006	2007	2008	2009	2010	Total	%
Programmes							
1.Amélioration du statut social et juridique de la femme	61,5	61,5	52	38,4	32,8	246,2	3,48
2.Promotion de l'accès des femmes aux sphères de décision							
3.Promotion de	43	51	46	79	30	249	3,5

l'éducation et renforcement des capacités et de l'expertise féminine							
4.Promotion de la santé de la mère et de l'enfant	324,8	362,3	317,8	312 ;8	309,3	1591	22,50
5.Réduction de la pauvreté des femmes							
6.Renforcement du cadre et des mécanismes institutionnels de promotion de la femme	59,5	59,5	59,5	59,5	59,5	297,5	4,20
	1029	2103,5	842	245,5	251	4471	63,22
	53,5	43	41,5	38	41,5	217,5	3,10
Total	1571,3	2644,8	1358,8	773,2	724,1	7072,2	100

3. Modalités de financement du plan d'action

Des projections faites à partir du cadre des dépenses à moyen terme 2006 – 2008 (200 000 000) et des ressources PPTE (2 352 000 000), l'Etat burkinabé dégagera d'ici à la fin 2008, la somme totale de deux milliards cinq cent cinquante deux millions (2 552 000 000) francs CFA pour les investissements au compte du Ministère de la Promotion de la Femme. Dans cette hypothèse, sur le coût total du plan d'actions de sept milliards soixante douze millions deux cent mille (7 072 200 000) francs CFA, il restera à rechercher la somme de quatre milliards cinq cent vingt millions deux cent mille (4 520 200 000) francs CFA.

VI. STRATEGIE DE SUIVI ET D'EVALUATION DU PLAN D' ACTIONS

1. dispositif institutionnel

Le cadre institutionnel de mise en œuvre du présent plan d'action prendra en compte l'ensemble des acteurs gouvernementaux, de la société civile et de la coopération bilatérale et multilatérale en vue d'une meilleure collaboration et une réelle implication de tous aux niveaux central , régional et provincial.

Toutefois, le ministère de la Promotion de la femme demeure le principal responsable de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation du plan d'action. En effet, selon les termes du décret n° 2002–255/PRES/PM du 18 juillet 2002 portant attributions des membres du gouvernement, le MPF assure la mise en œuvre et le suivi de la politique du Gouvernement en matière de promotion socio-économique de la femme. A ce titre et en relation avec les autres ministères concernés, il est chargé de :

- suivre et évaluer les stratégies de promotion de la femme ;

- suivre les programmes d'éducation et de formation des femmes et des jeunes filles;
- promouvoir l'égalité des droits des femmes et leurs droits à la santé de la reproduction ;
- informer, sensibiliser sur les droits de la femme ;
- coordonner les actions en faveur de la femme auprès des partenaires et des structures concernées ;
- suivre et évaluer l'impact des actions des ONG et des Associations féminines.

Les attributions du ministère de la Promotion de la Femme devant se réaliser en relation avec les autres ministères concernés, le partenariat et la collaboration prévaudront donc à tous les niveaux (central, régional et provincial) du dispositif de mise en œuvre du plan d'action, notamment en ce qui concerne le suivi et l'évaluation.

1.1 - Au niveau central

Au niveau central, l'accent sera mis sur le fonctionnement optimal des directions centrales et les structures rattachées de la promotion de la femme. En effet, la mise à la disposition des différentes directions du MPF des moyens humains et financiers adéquats créera les conditions de base pour assurer une bonne mise en œuvre et un bon suivi-évaluation du plan d'action. Le fonctionnement régulier des mécanismes institutionnels relevant du MPF constituera également un atout. Aussi, une attention particulière devra être accordée au fonctionnement des organes d'orientation et de suivi du plan d'actions de promotion de la femme.

En vue d'alimenter les travaux des organes d'orientation et de suivi du plan d'actions de promotion de la femme, les autres mécanismes institutionnels qui suivent, seront sollicités pour apporter leur contribution :

- la Commission Nationale de Lutte contre les Discriminations faites à la Femme (CONALDIS) qui regroupe 36 membres issus du MPF, des autres départements ministériels et de la Société civile ;
- le Centre d'Information, de Formation et de Recherche-action sur la Femme (CIFRAF) ;

- l'Observatoire des conditions de vie de la femme burkinabé qui est une structure scientifique autonome rattachée à l'Université de Ouagadougou.

Aussi, il pourra être envisagé la mise en place d'un collectif de partenaires techniques et financiers du Ministère de la Promotion de la Femme pour l'accompagner dans la mise en œuvre du présent plan d'action.

En somme, les assemblées générales annuelles de la coordination nationale du plan d'actions pour la promotion de la femme constituent le cadre approprié au niveau central pour impulser la mise en œuvre du plan d'action et assurer son suivi évaluation.

1.2 - Au niveau régional

Au niveau régional, les directions régionales de Promotion de la femme seront appelées à jouer un rôle déterminant dans la mise en œuvre et le suivi-évaluation du plan d'action. De part leurs attributions, ces directions établiront des relations de partenariat étroites avec les ONG et Associations concernées et l'ensemble des structures décentralisées et déconcentrées de l'administration, en vue d'impulser la mise en œuvre des actions en faveur de la promotion de la femme et de collecter les informations nécessaires au suivi et à l'évaluation du plan d'action.

Les directions régionales de Promotion de la femme feront ainsi la situation de la promotion de la femme sur la base des informations collectées au niveau provincial. Elles serviront donc de relais entre le niveau provincial et le niveau central.

Il pourra être envisagé la création de Commissions régionales pour la promotion de la femme, avec le fonctionnement des gouvernorats. Ces commissions constitueront alors des cadres d'échanges au niveau régional en vue de dégager les stratégies appropriées pour mettre en œuvre et suivre les actions en faveur de la promotion de la femme.

1.3 - Au niveau provincial

Au regard de l'absence des directions provinciales de la promotion de la femme et de l'impossibilité objective d'envisager leur création au cours des cinq années à venir, les directions régionales de la promotion de la femme se chargeront d'impulser, de coordonner et de mettre en œuvre les actions en faveur de la promotion de la femme. Pour ce faire, la stratégie de partenariat et de collaboration avec les coordinations provinciales des organisations féminines et les projets de développement local sera de mise. Un accent particulier sera mis sur les représentations du Ministère de la Promotion de la Femme au niveau des concertations provinciales. Par ailleurs, les directions régionales de la promotion de la femme devront mettre à contribution les Cadres de Concertation Technique Provinciaux (CCTP) dans l'accomplissement de leurs missions.

En tout état de cause, il est impérieux, compte tenu de la sollicitude dont sont l'objet les directions régionales à toutes les échelles du dispositif de mise en œuvre du plan d'action, qu'il soit mis à leur disposition tous les moyens humains, matériels et logistiques nécessaires.

2. Suivi et évaluation

La quatrième stratégie consistera à la mise en application effective des résultats de la consultation sur la mise en place d'un système de suivi évaluation. Tout comme le document élaboré en décembre 2000, le plan d'action 2006-2010 préconise des suivis au niveau central et régional.

C'est ainsi que l'application du décret N°2003 –479/PRES/PM/MPF du 23 juillet 2003 portant création d'organes d'orientation et de suivi du plan d'actions de promotion de la femme responsabilise les organes chargés de l'orientation et du suivi du plan d'actions de promotion de la femme ci-après :

- la Coordination nationale du plan d'action de promotion de la femme (CN-PAPF);
- le Secrétariat permanent du plan d'action de promotion de la femme (SP-PAPF) ;
- le Comité Sectoriel (les secrétaires généraux des ministères et institutions concernées et les responsables des organisations de la société civile bénéficiaires, les chefs de projets de promotion de la femme et toutes personnes désignées en raison de leurs compétences et de leurs expériences).

Outre ces structures ci-dessus citées, le suivi évaluation du plan d'actions se fera par l'intervention des structures suivantes :

- la Direction des études et de la planification du MPF comme structure chargée de la

coordination et de l'animation des activités du suivi évaluation ;

- le Centre d'information, de formation et de recherche action sur la femme comme structure chargée de la recherche –action et des archives;
- les services techniques du ministère pour le traitement des informations spécifiques ;
- l'observatoire ;
- les autres départements ministériels à travers les points focaux du ministère de la Promotion de la femme ;
- etc.

Une évaluation externe du plan d'action pour la Promotion de la femme 2006-2010 sera effectuée en fin 2010.

2.1. Les indicateurs de suivi et d'évaluation

La mesure des progrès en matière de promotion de la femme se fera à travers une batterie consensuelle d'indicateurs tant au niveau national qu'international en vue de rendre compte régulièrement des performances et d'apporter des mesures correctives en cas d'écart des réalisations par rapport aux objectifs.

La vérification de ces indicateurs sera effectuée sur une base annuelle par les acteurs chargés du suivi du plan d'action pour la promotion de la femme notamment les points focaux, le Secrétariat permanent du plan d'action de promotion de la femme et la Coordination nationale du plan d'action de promotion de la femme.

La principale difficulté liée à la mesure des indicateurs réside dans la faible capacité des différentes administrations à les renseigner à temps. Néanmoins, les indicateurs relatifs aux domaines de la santé et de l'éducation sont convenablement renseignés grâce aux sources administratives.

2.2. La revue et l'évaluation du plan d'action

La mise en œuvre du présent plan d'action pour la promotion de la femme qui couvre la période 2006-2010 nécessitera la tenue d'une revue en 2008. Cette revue sera l'occasion d'apprécier à mi-parcours les insuffisances dudit plan et partant de prendre des

recommandations en vue d'améliorer son niveau d'exécution.

Une évaluation du plan d'action interviendra à la fin de son exécution. Elle sera l'occasion d'apprécier le niveau d'atteinte des objectifs et de mesurer l'impact de sa mise en œuvre. Les conclusions permettront d'orienter l'élaboration d'un nouveau plan.

VII. LES CONDITIONS DE SUCCES DU PLAN D'ACTION

La mise en œuvre du plan d'action pour la promotion de la femme 2006-2010 suppose la prise en compte d'un certain nombre de conditions de succès dudit au niveau du gouvernement, des partenaires techniques et financiers et des pesanteurs socioculturelles.

1 . Au niveau du gouvernement, le défi majeur de l'exécution du plan d'action pour la promotion de la femme 2006-2010 réside dans la capacité du gouvernement à s'engager davantage et de façon ferme à impliquer les femmes à tous les niveaux dans le processus de prise de décision.

2. Au niveau des partenaires techniques et financiers, le risque majeur lié à une bonne exécution de ce plan provient de la capacité du gouvernement à susciter le dialogue avec les partenaires techniques et financiers pour mobiliser les ressources financières requises à la mise en œuvre du présent plan d'action. Ainsi, la finalisation et l'adoption par le conseil des ministres de ce plan d'action devront être l'occasion pour le ministère avec le Ministère de l'économie et du développement d'organiser une table ronde des bailleurs de fonds pour permettre à chaque partenaire de se positionner sur le programme de son choix.

3. En ce qui concerne les pesanteurs socioculturelles, la mise en œuvre des actions retenues dans le plan d'action devra prendre en compte les réalités socioculturelles de leurs sites d'exécution afin de garantir leur succès.

4. La mise en œuvre du plan d'action est fortement liée à l'adhésion des acteurs de la promotion de la femme audit plan. Au regard de la transversalité de la question de la

promotion de la femme, la stratégie de collaboration et de partenariat devra prévaloir. Cette stratégie permet au ministère de la Promotion de la femme de suivre et de coordonner les actions de l'ensemble des acteurs (départements ministériels, institutions, société civile, partenaires techniques et financiers). Ainsi, le ministère pourra capitaliser les différentes actions des différents intervenants en faveur de la promotion de la femme grâce aux rapports qui lui sont transmis.

ANNEXES

Annexe I : Cadre logique du plan d'action 2006-2010 pour la promotion de la femme

Tableau 1 :Programme « Amélioration du statut social et juridique de la femme »

Objectifs	Indicateurs	Sources de vérification	Contraintes
.1 Réduire les pratiques socioculturelles reconnues rétrogrades et avilissantes pour les femmes, recenser et valoriser les conceptions culturelles et pratiques traditionnelles favorables à l'épanouissement de la femme			
Recensement des pratiques reconnues rétrogrades et avilissantes pour les femmes	- Nbre de pratiques reconnues rétrogrades recensées	- Bibliothèque MPF et autres bibliothèques des structures intervenant dans le domaine de la promotion de la femme	Franches collaboration des populations
Mise en compte desdites pratiques dans les systèmes de communication, d'éducation et de formation en genre	- Nbre de systèmes de communication, d'éducation et de formation en genre ayant pris en compte les pratiques reconnues rétrogrades	- Rapports des formations en genre des structures	Volonté politique
Organisation de campagnes de sensibilisation sur les pratiques rétrogrades et avilissantes, notamment à l'égard des femmes	- Nbre de campagnes de sensibilisation réalisées	- Rapports des campagnes de sensibilisation des structures	disponibilité des moyens humains et financiers
.2 Améliorer l'image de la femme et sensibiliser l'opinion publique sur les inégalités dont sont victimes les femmes			
Censure des messages et images dévalorisantes de la femme dans tous les media	- Nbre de messages et images dévalorisantes de la femme dans tous les media	- Contenus des images et messages des media	Recensement de toutes les images défavorisantes
Formation des communicateurs et responsables d'agences de communication	- Nbre de communicateurs et responsables d'agences formés	- Rapports des formations	Disponibilité des moyens humains et financiers
.3 Vulgariser et intégrer l'approche genre à tous les niveaux			
Contribution à l'élaboration de la politique nationale genre	- Document de politique nationale genre disponible	- Rapport des rencontres relatives à l'élaboration du document	Implication de la majorité des acteurs intervenant dans le domaine du genre
Vulgarisation du manuel d'intégration du genre dans les politiques, programmes et projets de développement	- Nbre de manuels diffusés ; - Nbre de structures ayant reçu le manuel	- Fiches et rapports de distribution des manuels	Elaboration et adoption de ces manuels
Formation et sensibilisation aux questions genre à tous les niveaux	- Nbre de personnes formées et sensibilisées en genre ; - Nbre de structures et institutions touchées ; - Nbre de sessions réalisées.	- Rapports des formations et sensibilisation en genre des structures	Moyens financiers
Mise en œuvre de programmes de communication pour le changement de comportement en faveur des populations	- Nbre de programmes de CCC élaborés et mis en oeuvre	- Rapports de mise en œuvre des programmes	Adéquation des programmes de communication
Formation des formatrices et formateurs en	- Nbre de formatrices et	-Rapports des	Nombre et profil des

genre et inégalités sociales	formateurs en genre et inégalités sociales formés	séances de formation	formateurs et formatrices
.4 Promouvoir et appliquer des droits fondamentaux de la femme et de la petite fille			
Traduction et vulgarisation des textes existants dans les langues nationales	<ul style="list-style-type: none"> - Nbre de textes traduits en langues nationales ; - Nbre de textes en langues nationales diffusés ; - Nbre d'associations bénéficiaires des textes en langues nationales 	<ul style="list-style-type: none"> - MPF; - Rapports et fiches de diffusion des textes en langues nationales 	Le degré d'appropriation du public cible
Recensement des vides juridiques et élaboration de textes pour les combler	<ul style="list-style-type: none"> - Nbre de vides juridiques répertoriés ; - Nbre de vides juridiques comblés. 	<ul style="list-style-type: none"> - MPF, MPDH et MJ ; - Journal officiel 	Existence des vides juridiques
Plaidoyer pour la ratification des instruments juridiques favorables à la promotion de la femme	<ul style="list-style-type: none"> - Nbre de plaidoyers réalisés ; - Nbre de décideurs et leaders touchés ; - Nbre de textes et instruments juridiques ratifiés. 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports des plaidoyers ; - Journal officiel 	Disponibilité des instruments juridiques favorables à la promotion de la femme
Sensibilisation au respect des droits de la femme et de la jeune fille dans les familles et communautés	<ul style="list-style-type: none"> - Nbre de sensibilisations au respect des droits de la femme réalisées ; - Nbre de familles et de communautés sensibilisées 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports de sensibilisations 	Pesanteurs socio-culturelles
. 5 Eradiquer les violences faites aux femmes			
Élaboration de programmes de sensibilisation, formation et de renforcement de capacités des acteurs dans la prise en charge des victimes	<ul style="list-style-type: none"> - Nbre de programmes de sensibilisation et de formation réalisés ; - Nbre de programmes de renforcement des capacités des acteurs mis en œuvre ; - Nbre de victimes prises en charge 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports de mise en œuvre des programmes de sensibilisation 	Recensement des types de violences faites aux femmes
Développement des services de conseil matrimonial	<ul style="list-style-type: none"> - Nbre de services de conseil matrimonial créés ; - Nbre de services de conseil matrimonial renforcés 	Rapports d'activités des services de conseil matrimonial	Le nombre de personnel qualifié
Restauration de la fonction de juges aux affaires matrimoniales	Nbre de personnes recrutées	Décret pris par le Conseil des Ministres	Engagement politique
Promotion des structures d'appui judiciaire et d'assistance judiciaire pour une meilleure prise en charge des victimes	Nbre de structures créées	Sites des structures	Promotion des structures en adéquation avec les besoins des populations
Sensibilisation des femmes à recourir aux services judiciaires	<ul style="list-style-type: none"> - Nbre de femmes sensibilisées aux services judiciaires ; - Nbre de femmes ayant fait recours aux services judiciaires 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports de sensibilisation ; - Rapports des services judiciaires 	<ul style="list-style-type: none"> - Niveau d'instruction et d'assimilation des femmes - Pesanteurs socio-culturelles
Renforcement des capacités institutionnelles et	-Types de capacités	- Rapports	Types de capacités à

opérationnelles des intervenants dans le domaine de la lutte contre la pratique de l'excision	opérationnelles renforcées		renforcer
.6 Réviser les textes en faveur des femmes			
lecture des textes juridiques afin de les adapter au contexte actuel	- Nbre de textes juridiques relus ; - Nbre de textes adaptés au contexte actuel	- Journal officiel	Identification de ces textes juridiques

Tableau 2 :Programme « Promotion de l'accès des femmes aux sphères de décision »

Objectifs	Indicateurs	Sources de vérification	Contraintes
.1 Améliorer l'accès des femmes aux postes électifs et nominatifs			
Formation politique, civique et syndicale des femmes	- Nbre de formations réalisées ; - Nbre de femmes touchées	- Rapports de formation	Nombre de femmes intéressées
Organisation périodique des conférences des femmes cadres sur la promotion de la femme	- Nbre de conférences des femmes cadres organisées sur la promotion de la femme ; - Nbre de femmes cadres touchées	- Rapports des conférences	
Parrainage des candidatures féminines aux postes internationaux	- Nbre de femmes parrainés aux postes internationaux - Nbre de femmes promues à des postes internationaux	- Rapports du SP/(voir 1 ^{er} Ministère)	Nombre de femmes ayant le profil adéquat
Elaboration d'un répertoire des femmes cadres supérieurs au niveau national	- Nbre de femmes cadres supérieures répertoriées	- Répertoire	Disponibilité des données
.2 Promouvoir l'accès des femmes aux sphères de décisions			
Sensibilisation des partis politiques pour un meilleur positionnement des femmes sur les listes électorales à travers des ateliers d'échanges	- Nbre de partis politiques sensibilisés	Rapports de formation	Représentativité des femmes dans les partis politiques
Formation des leaders sur la notion de citoyenneté	- Nbre de leaders formés	Rapports de formation	Disponibilité des leaders d'opinion
Organisation d'ateliers d'information et de formation sur les problèmes d'actualité au profit des femmes	-Nbre d'ateliers organisés	Rapports d'ateliers	
Elaboration et adoption par le Gouvernement d'un document de stratégies de représentation des femmes aux sphères de décision	-document élaboré et adopté	MPF	Nombre de femmes ayant le profil adéquat
Elaboration et adoption par l'Assemblée Nationale et le Gouvernement des textes garantissant l'équité homme/ femme dans les	-Nbre de textes garantissant l'équité homme/ femme dans les structures du pouvoir tant au niveau national qu'au	Disponibilité des textes au MPF	Nombre de femmes éligibles

structures du pouvoir tant au niveau national qu'au niveau local	niveau local adopté par le gouvernement et l'Assemblée Nationale		
Organisations d'ateliers d'informations sur les grandes rencontres régionales, mondiales sur la promotion de la femme à l'intention des cadres des Ministères	- Nbre d'ateliers d'informations sur les grandes rencontres régionales, mondiales sur la promotion de la femme organisés - Nbre de participants par atelier	Rapports d'ateliers	Participation de notre pays à ces grandes rencontres
3 Promouvoir la représentativité des femmes dans les organisations professionnelles			
Formation et sensibilisation des femmes pour leur adhésion aux organisations professionnelles	- Nbre de formations et sensibilisations réalisées ; - Nbre de femmes ayant adhéré aux organisations professionnelles	Rapports de formation et de sensibilisation	Niveau d'instruction des femmes
4 Impliquer les femmes dans la recherche de la paix			
Elaboration d'un programme de renforcement des capacités des femmes dans la culture pour la paix	- Programme disponible ; - Nbre de femmes ayant bénéficié de renforcement de capacités dans la culture de la paix	Rapports de renforcement des capacités	Engagement politique
Implication des femmes dans la prévention des conflits, à la recherche et au maintien de la paix	- Nbre de femmes impliquées dans la prévention des conflits, à la recherche et au maintien de la paix	Rapports de prévention des conflits	Engagement politique
Reinstauration de l'éducation civique dans les programmes d'enseignement scolaire	- L'éducation civique figure dans les programmes d'enseignement scolaire	Décret pris en Conseil des Ministres	Engagement politique
6 Améliorer l'accès des femmes aux médias et aux technologies de l'information et de la communication (TIC)			
Accès des femmes aux TIC et aux media	- Nbre de femmes formées à l'utilisation des TIC ; - Nbre de femmes ayant accès aux media	- Rapports de formation -Fiches de fréquentation des centres des TIC et média	Formation et recyclage des femmes à l'outil informatique

Tableau 3 :Programme « Promotion de l'éducation et renforcement des capacités et de l'expertise féminine »

Objectifs	Indicateurs	Sources de	Contraintes
-----------	-------------	------------	-------------

		vérification	
1.1 Développer des actions pour un accès égal des filles et des garçons à l'éducation et à la formation			
Elaboration et mise en œuvre d'un programme de lutte contre le harcèlement sexuel en milieu scolaire	- Nbre d'harcèlements dénoncés	-Plaintes enregistrées - programme de lutte	
Poursuite des mesures incitatives en faveur des parents pour renforcer la scolarisation des filles	- Nbre de mesures incitatives prises - Evolution du taux de scolarisation des filles	-Fiches d'inscription dans les établissements	
Poursuite de la révision des manuels scolaires pour extraire les stéréotypes sexistes et pour la prise en compte de l'approche genre	- Nbre de manuels scolaires révisés	MPF et MEBA	Les stéréotypes sexistes
Création d'un environnement propice à l'éducation des filles et des personnes handicapées	-Nbre de filles et de personnes handicapées ayant accès à l'éducation	Site de l'environnement propice	Recherche de financement
Création d'une banque de données sur l'expertise nationale en genre	-Banque de données disponible	MPF, MEDEV	Exhaustivité des données
1.2 Promouvoir l'alphabétisation des femmes			
Adaptation des programmes d'alphabétisation aux besoins des femmes rurales et handicapées	-Programmes d'alphabétisation adaptés et opérationnels	MPF et MEBA	Clarification des besoins des femmes
1.3 Améliorer l'accès des femmes au travail et à l'emploi			
Respect des textes sur l'emploi et le travail au niveau de tous les employeurs	Nbre de saisines des structures compétentes	Rapport de saisines	Vulgarisation et appropriation de ces textes
Accès à l'emploi et à la formation professionnelle des filles et femmes handicapées	Nbre de filles et femmes handicapées employées et/ou formées	Répertoire des files et femmes handicapées par structure de formation	-Disponibilité des emplois ; -profil des filles et femmes handicapées
1.4 Réduire la pénibilité des tâches domestiques des femmes			
Accès des femmes aux technologies appropriées	Nbre de femmes ayant bénéficiées de technologies appropriées	-Rapport d'activités des femmes ; - livre journal des femmes	Le coût d'acquisition de ces technologies
1.5 Renforcer les capacités des femmes à promouvoir et à gérer les associations			
Renforcement des capacités des organisations féminines à travers des voyages d'études et diverses formations	- Nbre d'organisations féminines ayant effectué des voyages d'études ; - Nbre de voyages d'études organisés ; - Nbre d'organisations féminines ayant bénéficié de diverses formations ;	Rapports de formation et d'études	Niveau de collaboration entre ces femmes avec les autres structures de femmes

Tableau 4 : Programme « Promotion de la santé de la mère et de l'enfant »

Objectifs	Indicateurs	Sources de vérification	Contraintes
1.1 Consolider les actions pour une meilleure santé de la reproduction des femmes			
Améliorer l'accès des femmes aux services de santé notamment aux centres de santé maternelle et infantile (réduction des distances à parcourir pour atteindre les CSPPS par la multiplication de ces structures)	Nbre de femmes ayant accédé aux CSPPS	Rapports des responsables des centres de santé	Engagement politique
Promouvoir la maternité à moindre risque et l'accès des femmes à des soins effectifs en vue de réduire la morbidité et la mortalité maternelle et infantile	- Taux de mortalité maternelle ; - Taux de mortalité infantile	Rapports des responsables des centres de santé	Engagement politique
Promouvoir l'accès financier des femmes aux services de santé par la promotion des AGR mutuelle de santé ou système de partage de coût	- Textes adoptés	- Ministère de la Santé	Amélioration du pouvoir d'achat des femmes
Réduire la transmission du VIH/SIDA par la promotion et la vulgarisation du condom féminin	- Nbre de femmes dépistées	Rapports des responsables des centres de santé	Coût d'acquisition des condoms
Étendre la couverture de la PTME au niveau de toutes les formations sanitaires pour éviter la transmission du VIH de la mère à l'enfant	- Evolution du taux de transmission du VIH de la mère à l'enfant	Rapports des responsables des centres de santé	Disponibilité du personnel adéquat
Instaurer le dépistage systématique des cancers génitaux chez les femmes lors des visites médicales annuelles des travailleurs et lors des consultations de routine (organisation des consultations de la journée mondiale de la santé ou journée africaine de lutte contre la mortalité maternelle)	-Nbre de femmes dépistées	Rapports des responsables des centres de santé	Disponibilité des moyens humains et logistiques
1.2 Améliorer l'état nutritionnel des mères et les enfants			
Élaborer et mettre en œuvre une politique nationale de nutrition au niveau des formations sanitaires	- Nbre de campagnes de sensibilisations organisées ; - Nbre de parents sensibilisés	Rapport de la mise en œuvre de la politique nationale de nutrition	
Suivre et renforcer l'appui conseil alimentaire des femmes enceintes et des enfants malnutris dans toutes les formations sanitaires	- Nbre de matrones formées ; - Nbre d'agents de santé formés	Rapports d'activités des formations sanitaires	Disponibilité du personnel d'encadrement
Créer un fonds de solidarité pour le dépistage des cancers	- fonds créé	-Numéro du compte du fonds créé -Domiciliation bancaire	Engagement politique
1.3 Améliorer la prise en charge des femmes du troisième âge, des femmes handicapées et les femmes exclues pour cause de sorcellerie			

Mise en place d'un programme d'assistance à ces femmes	- Programme d'assistance élaboré	Rapport du programme d'assistance à ces femmes	Nature des domaines d'assistance aux femmes
--	----------------------------------	--	---

Tableau 5 : Programme « Réduction de la pauvreté des femmes »

Objectifs	Indicateurs	Sources de vérification	Contraintes
1.1 Réviser, adopter et appliquer des politiques macro-économiques et des stratégies de développement répondant aux besoins et aux efforts des femmes vivant dans la pauvreté			
Insertion des femmes pauvres et marginalisées dans des emplois productifs	- Nbre de femmes pauvres et marginalisées insérées dans des emplois productifs	-Fichier du personnel des emplois productifs -MPF et MTEJ	Adaptation des femmes à ces emplois spécifiques
Soutien aux familles de personnes déflatées	- Nbre de familles de personnes déflatées soutenues	Rapports d'activités des structures compétentes	Engagement politique
1.2 Evaluer les tâches domestiques des femmes et désagréger les agrégats macro-économiques selon le sexe			
Etablissement des agrégats macro-économiques selon le sexe	-Nbre d'agrégats identifiés	Rapport du comité technique en charge de l'identification de ces agrégats	Complexité des agrégats retenus
1.3 Promouvoir de l'entrepreneuriat féminin			
Développement d'actions de lobbying en direction du secteur bancaire et financier pour les appuis aux activités des femmes	-Nbre d'activités ayant bénéficié de financement	Rapport d'activités du secteur bancaire et financier	Conditions d'appuis des banques rigides
1.4 Améliorer l'accès des femmes aux technologies agro-alimentaires			
Mise au point de technologies alimentaires et de pratiques culturelles modernes dans le domaine des activités des femmes	- Types de technologies alimentaires mis au point dans le domaine des activités des femmes ; - Types de pratiques culturelles modernes dans le domaine des activités des femmes	Rapports d'activités des associations, groupements, organisations et réseaux de femmes	Disponibilité de fournisseurs qualifiés
Promotion de la recherche-action-formation pour l'adaptation socioculturelle et économique des technologies diffusées	-Nbre de formations et de sensibilisation des leaders d'opinion	Rapports de formation et de sensibilisations Interviews	
1.5 Améliorer l'accès des femmes aux marchés			
Organisation de foires promotionnelles	- Nbre de foires promotionnelles organisées	Rapports d'activités des promotrices	
Renforcement des capacités organisationnelles des femmes en matière de commercialisation	- Nbre de femmes formées	Rapports de formation	Disponibilité des moyens financiers
Acquisition de moyens intermédiaires (charrettes, brouettes, etc.) de transport à	- Nbre de moyens intermédiaires de transport	-Enquêtes auprès des fournisseurs de ces	Le coût d'acquisition de

à moindre coût	acquis à moindre coût - Nbre de bénéficiaires des moyens de transport à moindre coût	moyens intermédiaires de transport - Livre-journal des bénéficiaires	la matière première
exécution d'études selon le genre sur l'impact des politiques économiques et le marketing afin de mieux cerner les besoins des femmes	- Nbre d'études réalisées selon le genre ; - Besoins des femmes identifiés	- TDR de l'étude ; - Rapports des rencontres relatives à la réalisation des études	Disponibilité des moyens financiers
6.6 Accroître l'accès des femmes aux moyens de production			
Création et mise en place d'un fonds de garantie pour les femmes entrepreneurs	- Nbre de femmes entrepreneurs bénéficiaires de ce fonds de garantie	Rapport d'activités du fonds de garantie	Disponibilité des moyens financiers
Accès des femmes à la terre	Nbre de femmes ayant accès à la terre	- Interviews et enquêtes - MATD	Implication des autorités locales
6.7 Actions spécifiques			
6.8 Améliorer la participation de la femme à la gestion des ressources naturelles, de l'environnement et du cadre de vie			
Participation des femmes à la gestion des ressources naturelles, de l'environnement et du cadre de vie	- Nbre de femmes formées à la gestion des ressources naturelles, de l'environnement et du cadre de vie ; - Nbre de femmes impliquées dans la gestion des ressources naturelles, de l'environnement et du cadre de vie	Rapport d'activités du Ministère de l'Environnement et du Cadre de Vie	Les Directeurs régionaux ne sont pas sensibles à la question de la femme et ne font pas ressortir les statistiques dans les rapports
6.9 Améliorer la participation de la femme à la gestion du développement rural			
Implication des femmes dans le processus de développement participatif par des actions de sensibilisation, de mobilisation et d'encadrement d'une part et par l'élaboration et la mise en œuvre de projets de développement des filières d'activités de production rurales féminines d'autre part	- Nbre de femmes impliquées dans le processus de développement participatif	Rapports d'activités	Implication des autorités locales
6.10 Imputer les revenus des produits des ressources naturelles et de l'environnement selon l'effort et la productivité du travail des femmes			
Sensibilisation des organisations d'exploitants et de producteurs de ressources forestières et animales au niveau des régions, pour l'instauration d'un système équitable de partage des ressources obtenues par le groupe entre hommes et femmes	- Nbre d'organisations d'exploitants et de producteurs sensibilisés	Rapports d'activités	Disponibilité des exploitants et producteurs

Tableau 6 : Programme « Renforcement du cadre et des mécanismes institutionnels de promotion de la femme »

Objectifs	Indicateurs	Sources de vérification	Contraintes
1.1 Accompagner les différents acteurs dans leurs actions de promotion de la femme			
renforcement des capacités du ministère de la promotion de la femme	- Types de capacités du MPF renforcées	Rapports d'activités du ministère	Engagement politique
1.2 Coordonner les structures impliquées dans la promotion de la femme			
élaboration de textes (arrêtés et/ou décrets) pour la mise en place des points focaux genre	- Textes élaborés	Rapports de mise en œuvre de ces textes	Engagement politique
1.3 Améliorer la capitalisation, le suivi-évaluation et les actions de veille de la promotion de la femme			

ANNEXE 2

PLAN DE FINANCEMENT DU PLAN D'ACTION 2006-2010

1. Plan de financement du programme 1

Tableau n°1 : Plan de financement du programme 1 «Amélioration du statut social et juridique de la femme »

Activités	Coût d'exécution en millions de francs CFA					Coût total
	2006	2007	2008	2009	2010	

R1a1 : Vulgariser les textes sur les droits fondamentaux des femmes	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	2,5
R1a2 : Organiser des ateliers d'échange sur les difficultés rencontrées dans l'application et la promotion des droits de la femme	5	5	5	5	5	25
R1a3: Appuyer la traduction et la vulgarisation des textes existant sur les droits fondamentaux des femmes dans les langues nationales	3	3	3	0	0	9
R1a4 : Sensibiliser les parents sur la non-discrimination des deux sexes	0,5	0,5	0,5	0,5	0	2
R1a5 : Faire un plaidoyer pour la ratification des instruments juridiques favorables à la promotion de la femme	5	5	5	5	5	25
R1a6 : Sensibiliser au respect des droits de la femme et de la jeune fille dans les familles et communautés	2,6	2,6	2,6	2,6	0	10,4
R1a7 : Recenser les vides juridiques et élaborer des textes pour les compléter	2	2	2	2	2	10
R2a1 : Vulgariser les textes réprimant les violences faites aux femmes	2	2	2	2	2	10
R2a2 : Vulgariser les études sur les violences faites aux femmes	2	2	2	2	2	10
R2a3 : Installer une ligne téléphonique « SOS violences faites aux femmes »	9,5	9,5	0	0	0	19
R2a4 : Elaborer des programmes de sensibilisation, de formation et de renforcement de capacités des acteurs dans la prise en charge des victimes	4	4	0	0	0	8
R2a5 : Développer les services de conseil matrimonial	PM	PM	PM	PM	PM	PM
R2a6 : Instaurer la fonction de juges aux affaires matrimoniales	PM	PM	PM	PM	PM	PM
R2a7 : Promouvoir les structures d'appui judiciaire et l'assistance judiciaire pour une meilleure prise en charge des victimes	1	1	1	0	0	3
R2a8 : Faire un plaidoyer pour favoriser l'accès des femmes aux services judiciaires	2,6	2,6	2,6	0	0	7,8
R2a9 : Renforcer les capacités institutionnelles et opérationnelles des intervenants dans le domaine de la lutte contre la pratique de l'excision	2,5	2,5	2,5	2,5	0	10
R3a1 : Recenser les pratiques reconnues rétrogrades et avilissantes pour les femmes	1,3	1,3	0	0	0	2,6
R3a2: Prendre en compte lesdites pratiques dans les systèmes de communication, d'éducation et de formation en genre	0	0	5	5	5	15
R3a3 : Organiser des campagnes de sensibilisation sur les pratiques rétrogrades et avilissantes, notamment à l'égard des femmes	0	0	1,3	1,3	1,3	3,9
R4a1 : Censurer les messages et images dévalorisantes de la femme dans tous les media	2	2	2	2	2	10
R4a2 : Former les communicateurs et responsables d'agences de communication sur les inégalités dont sont victimes les femmes	4	4	0	0	0	8
R5a1 : Vulgariser le manuel d'intégration du genre dans les politiques, programmes et projets de développement	3	3	3	3	3	15

R5a2 : Former et sensibiliser la population sur les questions « genre » à tous les niveaux	4	4	4	0	0	12
R5a3 : Mettre en œuvre des programmes de communication pour le changement de comportement en faveur des populations	0	0	3	3	3	9
R5a4 : Former les formatrices et formateurs en genre et inégalités sociales	3	3	3	5	5	15
R6a1 : Relire les textes juridiques afin de les adapter au contexte actuel	2	2	2	2	2	10
TOTAL	61,5	61,5	52	38,4	32,8	246,2

-

-

-

-

-

2. Plan de financement du programme 2

Tableau n°2 : Plan de financement du programme 2 « Promotion de l'accès des femmes aux sphères de décision »

Activités	Coût d'exécution en millions de francs CFA					Coût total
	2006	2007	2008	2009	2010	
R1a1 : Former les décideurs politiques (Exécutif et législatif) en genre	5	5	5	5	5	25
R1a2 : Former les directeurs de projets en						15

genre	5	0	5	0	5	
R1a3 : Former les leaders des associations en genre	5	5	5	5	5	25
R1a4 : Promouvoir une image positive de la femme surtout chez les intellectuels et leaders d'opinion	0	2	2	2	0	6
R2a1 : Sensibiliser les partis politiques pour un meilleur positionnement des femmes sur les listes électorales à travers des ateliers d'échanges	0	5	0	5	0	10
R2a2 : Former les leaders d'associations et ONG sur la notion de citoyenneté	5	5	5	5	5	25
R2a3 : Organiser des ateliers d'information et de formation sur les problèmes d'actualité au profit des femmes	5	5	5	5	5	25
R2a4 : Elaborer et soumettre au Gouvernement un document de stratégie de représentation des femmes aux sphères de décision	0	5	0	0	0	5
R2a5 : Soumettre au Gouvernement et à l'Assemblée Nationale des textes garantissant l'équité homme/ femme dans les structures du pouvoir tant au niveau national qu'au niveau local	0	1	1	1	0	3
R2a6 : Organiser des ateliers d'informations sur les grandes rencontres régionales, mondiales sur la promotion de la femme à l'intention des cadres des Ministères	3	3	3	3	3	15
R3a1 : Former les femmes en éducation politique, civique et syndicale	5	5	5	0	0	15
R3a2 : Organiser périodiquement des conférences des femmes cadres sur la promotion de la femme	1	1	1	1	1	5
R3a3 : Parrainer les candidatures féminines aux postes internationaux	0	0	0	0	0	0
R3a4 : Elaborer un répertoire des femmes cadres supérieurs au niveau national	0	0	0	0	0	0
R4a1 : Former et sensibiliser les femmes pour leur adhésion aux organisations professionnelles	5	5	5	0	0	15
R5a1 : Elaborer un programme de renforcement des capacités des femmes dans la culture de la paix	1	1	1	0	0	3
R5a2 : Impliquer les femmes dans la prévention des conflits, à la recherche et au maintien de la paix	1	1	1	1	1	5
R5a3 : Réinstaurer l'éducation civique dans les programmes d'enseignement scolaire	0	0	0	0	0	0
R6a1 : Accroître l'accès des femmes aux TIC et aux media	2	2	2	0	0	6
TOTAL	43	51	46	79	30	249

3. Plan de financement du programme 3

Tableau n°3 : Plan de financement du programme 3

« Promotion de l'éducation et renforcement des capacités et de l'expertise féminine »

Activités	Coût d'exécution en millions de francs CFA					Coût total
	2006	2007	2008	2009	2010	
R1a1 : Poursuivre l'élaboration et la mise en œuvre des mesures incitatives pour la promotion de l'éducation des filles et l'alphabétisation des femmes	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	2,5
R1a2 : Faire un plaidoyer pour l'éducation des filles et l'alphabétisation des femmes	2	2	2	2	2	10
R1a3 : Vulgariser les études sur l'éducation des jeunes filles et des femmes	0	0,5	0,5	0,5	0,5	2
R1a4 : Réaliser un inventaire des structures de formations	0,5	0,5	0	0	0	1
R1a5 : Réaliser un inventaire des structures qui interviennent dans la promotion de l'éducation de la femme et de la jeune fille	2	0	0	0	0	2
R1a6 : Elaborer et mettre en œuvre un programme de lutte contre le harcèlement sexuel en milieu scolaire	1	1	1	1	1	5
R1a7 : Poursuivre la révision des manuels scolaires pour extraire les stéréotypes sexistes et pour la prise en compte de l'approche genre	0	0	0	0	0	0
R1a8 : Créer un environnement propice à l'éducation des filles et des personnes handicapées	15	2,5	2,5	0	0	20
R1a9 : Créer une banque de données sur l'expertise nationale en genre	2	2	2	2	2	10
R2a1 : Appuyer techniquement les formations professionnelles des structures de femmes	0	0,5	0,5	0,5	0,5	2
R2a2 : Appuyer l'action du MEBA, du MESSRS et du ME dans la mise en place de programmes de formation	0	0	0	0	0	0

professionnelle						
R2a3 : Elaborer et diffuser un répertoire périodique de l'expertise féminine au Burkina Faso	0	3	0	3	0	6
R2 a4 : Elaborer un répertoire périodique des femmes spécialisées dans les domaines reconnus aux femmes	0	6,5	6,5	6,5	6,5	26
R2a5 : Préparer les femmes et jeunes filles aux concours et tests de recrutement de personnel	0,5	0,5	0,5	0,5	0	2
R2a6 : Organiser des concours d'excellence féminine sur la promotion de la femme	0	0,5	0,5	0	0	1
R3a1 : Structurer et mettre en place les coordinations provinciales et régionales des associations, ONG et groupements féminins	0	0	-	-	-	0
R3a2 : Rendre fonctionnelles toutes les unités de formation et de production au sein des maisons de la femme	45	45	45	-	-	135
R3a3 : Elaborer une stratégie d'alphabétisation et de formations spécifiques des leaders des associations et groupements féminins	5	5	5	0	0	15
R3a4 : Renforcer les capacités des organisations féminines à travers des voyages d'études et diverses formations	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	6,5
R4a1 : Adapter les programmes d'alphabétisation aux besoins des femmes rurales et handicapées	0	0	0	0	0	0
R4a3 : Elaborer une stratégie d'alphabétisation et de formations spécifiques des leaders des associations et groupements féminins	0	5	0	0	0	5
R5a1 : Veiller au respect de l'application des textes sur l'emploi et le travail au niveau de tous les employeurs	0	0	0	0	0	0
R5a2 : Faciliter l'accès des filles et des femmes handicapées à l'emploi et à la formation professionnelle	0	0	0	0	0	0
R6a1 : Faciliter l'accès des femmes aux technologies appropriées	250	250	250	250	250	1 250
TOTAL	324,8	362,3	317,8	312,8	309,3	4471

4. Plan de financement du programme 4

Tableau n°4 : Plan de financement du programme 4 « Promotion de la santé de la mère et de l'enfant »

Activités	Coût d'exécution en millions de francs CFA					Coût total
	2006	2007	2008	2009	2010	
R1a1: Améliorer l'accès des femmes aux services de santé notamment aux centres de santé maternelle et infantile (réduction des distances à parcourir pour atteindre les CSPS par la multiplication de ces structures)	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	32,5
R1a2 : Promouvoir la maternité à moindre risque et l'accès des femmes à des soins effectifs en vue de réduire la morbidité et la mortalité maternelle et infantile	PM	PM	PM	PM	PM	
R1a3 : Promouvoir l'accès financier des femmes aux services de santé par la promotion des AGR mutuelle de santé ou système de partage de coût	PM	PM	PM	PM	PM	-
R1a4 : Réduire la transmission du VIH/SIDA par la promotion et la vulgarisation du condom féminin	PM	PM	PM	PM	PM	-
R1a5: Etendre la couverture de la PTME au niveau de toutes les formations sanitaires pour éviter la transmission du VIH de la mère à l'enfant	PM	PM	PM	PM	PM	-
R1a6: Instaurer le dépistage systématique des cancers génitaux chez les femmes lors des visites médicales annuelles des travailleurs et lors des consultations de routine (organisation de consultations de la journée mondiale de la santé ou journée africaine de lutte contre la mortalité maternelle)	PM	PM	PM	PM	PM	-
R2a1 : Elaborer et mettre en œuvre une politique nationale de nutrition au niveau des formations sanitaires	PM	PM	PM	PM	PM	-
R2a2 : Poursuivre et renforcer l'appui conseil alimentaire des femmes enceintes et des enfants malnutris dans toutes les formations sanitaires	PM	PM	PM	PM	PM	-
R2a3 : Etendre la Prise en Charge Intégrée des Maladies de l'Enfant (PCIME) à toutes les formations sanitaires du pays.	PM	PM	PM	PM	PM	-
R2a4 : Créer un fonds de solidarité pour le dépistage des cancers	50	50	50	50	50	250
R3a1 : Sensibiliser les parents à la qualité nutritionnelle des aliments et des menus	3	3	3	3	3	15
R3a2 : Renforcer l'appui conseil alimentaire des femmes en grossesse dans les centres de santé	0	0	0	0	0	0
R4a1 : Mettre en place un programme d'assistance à ces femmes	0	0	0	0	0	0
Total	59,5	59,5	59,5	59,5	59,5	297,5

5. Plan de financement du programme 5

Tableau n°5 : Plan de financement du programme 5 « Réduction de la pauvreté des femmes »

Activités	Coût d'exécution en millions de francs CFA					Coût total
	2006	2007	2008	2009	2010	
R1a1 : Faire un plaidoyer au sein des CVD pour l'accès des femmes à la terre	6,5	6,5	6,5	6,5	0	26
R1a2: Réaliser une étude sur les besoins fonciers des femmes dans les zones aménagées	0	10	0	0	0	10
R1a3 : Acquérir des terres dans les zones aménagées pour les femmes	0	0	0	1	1	2
R1a4 : Elaborer une stratégie d'acquisition de terres pour les femmes en milieu rural non aménagé	0	8	0	0	0	8
R1a5 : Faciliter l'accès des femmes aux facteurs de production agricole et zootechniques	50	50	50	50	50	250
R1a6 : Sensibiliser les autorités coutumières chargées du foncier sur l'accès des femmes à la terre	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	32,5
R1a7 : Mettre en place un cadre de concertation avec les IMF pour l'assouplissement des conditions d'accès des femmes aux crédits agricoles	0	0,5	0	0	0	0,5
R1a8 : Vulgariser les études sur l'accès des femmes au foncier	0,5	0,5	0,5	0,5	0	2
R1a9 : Réaliser les études sur l'accès des femmes aux crédits	0	5	0	0	0	5
R1a10 : Vulgariser les études sur l'accès des femmes aux crédits	0	0	0,5	0,5	0,5	1,5
R1a11 : Former et informer les femmes sur les crédits	0	2,5	2,5	2,5	2,5	10
R1a12 : Susciter la mise en place de structures de crédits en faveur des femmes	0	0	0	0	0	0
R1a13 : Former les femmes à la gestion de crédit	10	10	10	10	10	50
R1a14 : Créer et mettre en place un fonds de garantie pour les femmes entrepreneurs	0	100	100	100	100	400
R2 a1 : Vulgariser les études sur l'accès des femmes à un emploi rémunérateur	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	2,5
R2a2 : Organiser des émissions	0	2,5	0	2,5	0	5

d'information sur le travail des femmes						
R2a3 : Contribuer à la formation des femmes salariées sur leurs droits et leurs devoirs en tant que salariées	0	10	10	10	10	40
R2a4 : Contribuer à la mise en place de structures décentralisées pour la promotion de l'entrepreneuriat féminin	0	0	0	0	0	0
R2a5 : Appuyer l'organisation de sessions de formation et de perfectionnement pour les femmes dans les entreprises	10	10	10	10	10	50
R2a6 : Appuyer à compétences égales les candidatures féminines	0	0	0	0	0	0
R2a7 : Contribuer à la mise en place des infrastructures et équipements pour l'allègement des tâches	900	600	600	0	0	2 100
R3a1 : Etablir les agrégats macro-économiques selon le sexe	0	0	0	0	0	0
R4a1 : Mettre au point des technologies alimentaires et des pratiques culturelles modernes dans le domaine des activités des femmes	PM	PM	PM	M	PM	0
R4a2 : Promouvoir la recherche-action-formation pour l'adaptation socioculturelle et économique des technologies diffusées	5	5	5	5	5	25
R5a1 : Organiser des foires promotionnelles	3	3	3	3	3	15
R5a2 : Renforcer les capacités organisationnelles des femmes en matière de commercialisation	4	4	4	4	4	20
R5a3 : Faire un plaidoyer pour l'acquisition des moyens intermédiaires (charrettes, brouettes, etc.) de transport à moindre coût		-	-	-	-	
R5a4 : Réaliser des études selon le genre sur l'impact des politiques économiques et le marketing afin de mieux cerner les besoins des femmes	0	15	0	0	15	30
R6a1 : Promouvoir la participation des femmes à la gestion des ressources naturelles, de l'environnement et du cadre de vie par le renforcement de leurs capacités organisationnelles et techniques	10	10	10	10	10	50
R7a1 : Impliquer les femmes dans le processus de développement participatif par des actions de sensibilisation, de mobilisation et d'encadrement d'une part et par l'élaboration et la mise en œuvre de projets de développement des filières d'activités de production rurales féminines d'autre part	15	15	15	15	15	75
R8a1 : Sensibiliser les organisations d'exploitants et de producteurs de ressources forestières et fauniques au niveau des régions, pour l'instauration d'un système équitable de partage des ressources obtenues par le groupe entre hommes et femmes	3	3	3	3	3	15
R9a1 : Insérer les femmes pauvres et						

marginalisées dans des emplois productifs	0	0	0	0	0	0
R9a2 : Soutenir les familles de personnes déflatées	5	5	5	5	5	25
TOTAL	1 029	2103,5	842	245,5	251	4 471

6. Plan de financement du programme 6

-

Tableau n°6: Plan de financement du programme 6 « Renforcement du cadre et des mécanismes institutionnels de promotion de la femme »

Activités	Coût d'exécution en millions de francs CFA					Coût total
	2006	2007	2008	2009	2010	
R1a1 : Contribuer à l'élaboration et à la vulgarisation de la Politique Nationale Genre	0	0	0	0	0	0
R1a2 : Vulgariser la Politique Nationale de Promotion de la Femme	5	5	0	0	0	10
R1a3 : Nommer un point focal dans les nouveaux départements ministériels	PM	PM	PM	PM	PM	-
R1a4 : Installer officiellement les points focaux	0,5	0	0	0	0	0,5
R1a5 : Dynamiser les comités de suivi des principales conférences nationales à travers des rencontres d'échanges	1	1	1	1	1	5
R1a6: Former les points focaux sur leur rôle	0	5	0	5	0	10
R1a7 : Organiser des rencontres d'échange d'expériences pour les organisations œuvrant dans les mêmes domaines d'activités	5	0	5	0	5	15
R1a8 : Organiser des voyages d'études	5	5	5	5	5	25

R1a9 : Réaliser un répertoire périodique par région des organisations féminines	0	0	3,5	0	3,5	7
R1a10 : Renforcer les capacités techniques du personnel du MPF	30	20	20	20	20	110
R1a11: Doter le ministère d'équipements nécessaires	25	25	25	25	25	125
R1a12 : Assurer un meilleur fonctionnement des Directions régionales du MPF	5	5	5	5	5	25
R1a13 : Elaborer et mettre en œuvre un programme statistique sur la promotion de la femme	30	20	20	20	20	110
R1a14 : Réactualiser et mettre en œuvre le plan de suivi/ évaluation du plan d'action pour la promotion de la femme.	2	2	2	2	2	10
R2a1 : Elaborer les textes (arrêtés et/ou décrets) pour la mise en place des points focaux genre	0	0	0	0	0	0
R3a1 : Assurer la collecte régulière des données sur les actions en faveur de la promotion de la femme auprès des acteurs (départements ministériels, institutions, société civile...)	0	0	0	0	0	0
R3a2 : Tenir les sessions annuelles de la Coordination Nationale du Plan d'Actions de Promotion de la Femme (CN-PAPF)	5	5	5	5	5	25
TOTAL	53,5	43	41,5	38	41,5	217,5

-

-

-

-

Annexe III

Tableau n°1 : Acteurs de la mise en œuvre du plan d'action pour la promotion de la femme 2006-2010

	ACTEURS DE MISE EN ŒUVRE	
	ETAT	AUTRES ACTEURS
	Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques CNRST	ONGet Associations de développement rural

is de production	Ministère des Finances et du Budget	Caisses populaires
	Ministère de l'économie et du développement	BACB (ex – CNCA)
	Ministère du Commerce, de la Promotion de l'Entreprise et de l'Artisanat	Autres structures d'octroi de crédit
	Ministère des Ressources Animales	
s femmes sont accrus	Ministère de la Promotion de la Femme	Secteur privé
	Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Jeunesse	
	Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme de l'Etat	
	Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques	
	Ministère des Ressources Animales	
	Ministère du Commerce, de la Promotion de l'Entreprise et de l'Artisanat	
des garçons à ssuré	Ministère de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation	ONGet Associations oeuvrant en faveur de la scolarisation des filles et de l'alphabétisation des femmes
	Ministère des Enseignements Secondaire, Supérieur et de la Recherche Scientifique	Association des mères éducatrices
		Associations de parents d'élèves
des femmes et gées	Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Jeunesse	Toute institution disposant d'une école de formation professionnelle
	Tous les ministères ayant des écoles de formation professionnelle	
itogestion des ouragées	Ministère du Commerce, de la Promotion de l'Entreprise et de l'Artisanat	ONGet Associations de développement rural
	Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques	
	Ministère de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation	
	Ministère de l'économie et du développement	
	Ministère des Finances et du Budget	
	Ministère du Commerce, de la Promotion de l'Entreprise et de l'Artisanat	
; adolescentes et	Ministère des Ressources Animales	Associations caritatives
	Ministère de la Santé	Association oeuvrant dans le cadre de la santé et de la santé de la reproduction
femme et de la		OBC
		COGES
	Ministère de la Promotion des Droits Humains	Association des femmes juristes
	Ministère de la justice	
	Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale	

	Ministère de la Sécurité	de la petite fille
ont réduites	Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation	
la gestion des environnement est amélioré	Ministère de l'Environnement et du Cadre de Vie	Associations et ONG Collectivités locales
ibilisée sur les femmes	Ministère de l'Information Ministère de la Promotion des Droits Humains Ministère de la Culture des Arts et du Tourisme Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale	Association des professionnels de la communication Les médias privés
de décisions est	Tout ministère	Des partis politiques Les leaders d'opinion Les collectivités locales
ctures impliquées t assurée	Collectivités locales Ministère des Finances et du Budget Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme de l'Etat Tout autre ministère	Structures communautaires Collectivités locales Partenaires techniques et financiers ONG et associations

Annexe IV

Tableau N° 1 : Répartition des crédits accordés par année et type de clients de 1991 au 31 octobre 2005

JEE	CREDITS COLLECTIFS			CREDITS INDIVIDUELS		TOTAL CREDITS (a + b)
	Nombre GVF	Bénéficiaires	Montant (a)	Bénéficiaires	Montant (b)	
01	9	146	3.900.000	761	35.535.000	39.435.000
02	10	58	4.800.000	822	42.695.000	47.495.000
03	13	232	5.107.000	583	34.210.000	39.317.000
04	64	2.378	27.385.000	279	23.170.000	50.555.800
05	566	21.264	254.205.750	1.919	84.840.000	339.045.750
06	1.382	48.406	717.643.375	947	61.659.000	779.302.375
07	1.529	56.339	1.290.441.800	277	23.615.000	1.314.056.800

18	1.823	64.108	1.747.536.500	1.332	75.180.000	1.822.716..500
19	1.482	50.149	1.480.463.500	479	37.035.000	1.517.498.500
20	1.633	52.702	1.676.484.750	2.217	138.670.000	1.815.154.750
21	2.443	70.176	2.312.638.780	3.009	198.567.000	2.509.205.780
22	3.162	88.622	2.310.670.065	2.202	162.148.700	3.115.818.765
23	2.483	64.317	2.388.893.170	1.262	106.030.000	2.494.923.170
24	1.989	54.867	2.259.537.475	53	9.160.000	2.268.697.475
25	1.618	42.479	1.783.243.265	17	2.900.000	1.786.143.265
total	16.599	518.897	14.861.170.990	16.089	1.023.354.700	19.939.366.430

-

Source : Bilan FAARF au 31 octobre 2005

Tableau N° 2 : Part des crédits accordés aux femmes par la BACB de 1999 à 2004

Années	Types de crédits	Montant accordé aux femmes (en FCFA)	Nbre de prêts aux femmes	Nbre total de prêts	Nbre de femmes	Nbre total de bénéficiaires
1999	Crédit de masse	1.030.304.000		4.756	ND	ND
2000	Crédit de masse	898.660.000	618	5.325	ND	ND
2001	Crédit de masse	1.294.890.000	823	5.144	ND	ND
2002	Crédit aux femmes	1.857.107.450	1.100	6.360	ND	ND
2003	Crédit aux femmes	1.712.238.250	1.008	6.005	ND	ND
2004	Crédit aux femmes	1.267.158.500	722	5.797	ND	ND

-

Source : BACB, Rapport d'activités de 1999 à 2004

-

-

-

-

Annexe V

Tableau N° 1 : Répartition des agents publics selon le sexe de 2003 à 2005

Contractuels				Fonctionnaires				Ensemble agents publics			
M & F	F	M	% F	M & F	F	M	% F	M & F	F	M	% F
9 419	2 190	7 229	23,25	44 987	10 648	34 339	23,67	54 406	12 838	41 568	23,6 0
14 650	4 165	10 485	28,43	44 935	10 606	34 329	23,6 0	59 585	14 771	44 814	24,79
19 308	5 626	13 682	29,14	44 929	10 611	34 318	23,62	64 237	16 237	48 000	25,28

-

Source : DSO/Ministère des finances et du budget

-

Tableau N° 2 Répartition des agents publics contractuels par catégorie et par sexe de 2003 à 2005

	1		2		3		4		5		Total			
1	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	M&F	F	M	%F
793	228	775	200	660	1 281	2 991	413	491	39	519	9 419	2 161	7 258	22, 9
896	296	1 018	285	285	2 872	5 232	649	638	37	582	14 650	4 139	10 5113	28,3
044	332	1 169	369	1 515	4 040	7 504	817	770	42	680	19 308	5 600	13 708	29
)	1501		1884		11544		1587		722		19 308			
	22,12		19,59		35		51,48		5,82					

-

Source : DSO/Ministère des finances et du budget

-

-

-

-

-

Tableau N° 3 : Répartition des agents publics fonctionnaires par catégorie et par sexe de 2003 à 2005

	B		C		D		E		P		Total			
	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	M&F	F	M	%F
35	4 806	14 573	1 839	6 822	2 098	3 831	58	922	80	286	44 987	8 881	36 106	19,74
33	4 768	14 462	1 840	6 721	2 101	4 268	57	844	84	301	44 935	8 850	36 085	19,70
37	4 769	14 377	1 843	6 753	2 110	4 452	58	822	83	327	44 929	8 863	36 066	19,73
	22146		8596		6562		880		410		44 929			-
	21,53		21,44		32,15		6,59		20,24					

-

-

Source : DSO/Ministère des finances et du budget

P. : Niveau Doctorat d'état (Professeurs d'Universités, médecins spécialisés)

A. : Niveau Licence, Maîtrise et Doctorat 3ème cycle (cadres de conception (supérieurs) tous profils confondus)

B. : Niveau BAC et DEUG (cadres moyens tous profils confondus)

C. : Niveau BEPC (agents d'exécution)

D. : Niveau Certificat d'Etudes Primaires avec formation

E. : Sans diplôme (manœuvres)

-

-

Tableau N° 4 : Réalisations du PAPME de 2000 à septembre 2005

	Nombre de Promoteurs	Nombres de Promotrices	Total des Promoteurs	Pourcentage Promotrices
	41	07	48	14,58
	81	12	93	12,9
	79	22	101	21,78
	46	07	53	13,21
	60	12	72	16,67
	13	02	15	13,33

-

Source : PAPME

N.B. : Par promotrice, il faut entendre les femmes prises individuellement et les groupements ou associations de femmes

-

-

-

-

Tableau N°5 : Situation des financements par Genre du PAPME de 2000 à septembre 2005 (en millions de FCFA)

Année	Montant des financements en faveur des Promoteurs	Montant des financements en faveur des Promotrices	Montant Total des Financements	Pourcentage financement des femmes
2000	287,5	107,89	395,39	27,29
2001	517,04	174,00	691,04	25,18
2002	663,1	206,69	869,79	23,76
2003	365,39	69,92	435,31	16,06
2004	476,83	130,22	607,05	21,45
Sept. 2005	113,4	15,00	128,40	11,68

-

Source : PAPME

-
-
-
-
-
-
-
-
-
-

Annexe VI

au n°1: Evolution du taux brut d'admission (TBA) au CP1 selon le sexe, 1997– 2005

Années	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
TBA garçons	47,5	49,3	48,6	48,9	50,8	52,0	59,4	70,3	75,8
TBA filles	32,0	34,8	34,7	35,6	37,7	39,2	44,7	61,6	64,2
TBA global (filles+garçons)	39,9	42,2	41,8	42,3	44,3	45,7	52,2	66,0	70,1
Prité filles/garçons	0,6	0,7	0,7	0,73	0,74	0,75	0,75	0,88	0,84

Source : DEP/MEBA

-

-

-

-

-

-

Annexe VII

Tableau n° 1: Evolution de la représentativité par sexe dans certaines sphères de décisions de 2002 a 2005

Domaine	Fonctions	Nombre de femmes	Nombre d'hommes	Nombre total	% de femmes	Nombre de femmes	Nombre d'hommes	Nombre total	% de femmes
politique		2002				2005			
	Chef d'Etat	0	01	01	0	0	01	01	0
	Ministres	04	26	30	13,33	05	30	35	14,29
	Députés	13	98	111	11,71	13	98	111	11,71
	Maires	03	54	57	5,26	03	54	57	5,26
	Ambassadeurs	05	19	24	20	05	17	22	22,73
	Gouverneurs	-	-	-	-	03	10	13	23,08
	Secrétaires Généraux des Gouvernorats	-	-	-	-	00	13	13	00
	Haut-commissaires	05	40	45	11,11	04	41	45	8,89
	Secrétaires Généraux des provinces	-	-	-	-	04	41	45	8,89
	Chefs de partis politiques	01	86	87	1,15	02	109	111	1,8
	Conseillers municipaux	228	864	1092	20,87	236	856	1092	21,61
Juridique	Procureurs	0	10	10	0	01	17	18	5,56
	Magistrats en activité	58	146	204	28,43	71	216	287	24,74
	Avocats	21	82	103	20,38	27	107	134	20,15
	Présidents de	01	10	11	9,09	0	18	18	0

	tribunal								
	Administratif et social	01	04	05	20	-	-	-	-
ministration	Présidents d'Institutions	01	07	08	12,5	02	07	09	22,22
	Membres du Conseil Economique et Social	17	76	93	18,27	21	69	90	23,33
	Secrétaires Généraux de Ministères	04	26	30	6,06	02	28	30	6,67
seigne	Inspecteurs d'enseignement primaire	41	205	246	16,66	67	335	402	16,67
at	Conseillers pédagogiques	42	159	201	20,89	64	280	344	18,6
primaire	Enseignants du primaire public	6 073	15 010	21 083	28,80	5 389	14 440	19 829	27,18 [1]
Enseigne	Enseignants du supérieur	60	747	807	7,43	143	680	823	17
ment	Enseignants du secondaire	911	3 795	4 706	19,35	837	3052	3 889	21,52
conculaire et	Inspecteurs d'enseignement secondaire en service dans les DR/MERSS	03	07	10	30	02	16	18	11,11
supérieur	Conseillers d'enseignement secondaire en service dans les DR/MERSS	05	12	17	29,41	03	34	37	8,11

Source : Enquête

[1](#) Données de la rentrée scolaire de 2003-2004, celles de 2004-2005 n'étant pas encore disponibles